

Éditorial

L'ambivalence de la figure du héros

Le vendredi 23 mars 2018, à 14h25, le GIGN donnait l'assaut au Super U de Trèbes, dans l'Aude, supermarché dans lequel s'était retranché le forcené Redouane Lakdine. À ses côtés, le lieutenant-colonel de gendarmerie Arnaud Beltrame, qui s'était auparavant échangé contre les otages de Lakdine, était tué par ce dernier qui sera lui-même abattu quelques instants plus tard. Sous le choc, la France se découvrait un héros, « mort au service de la nation, à laquelle il avait déjà tant apporté », pour reprendre les termes du président Emmanuel Macron. Parmi les nombreux tweets de personnalités politiques, celui du président des Républicains, Laurent Wauquiez, résuma parfaitement l'état d'esprit général : « Arnaud Beltrame : un héros français. »

Parallèlement, et à l'opposé absolu de l'hommage national rendu au gendarme, Amaq, l'agence de presse et officine de propagande de l'organisation État Islamique, publiait un communiqué selon lequel Daesh revendiquait l'attentat et adouba Redouane Lakdine comme l'un de ses « soldats ». Et c'est ainsi que deux logiques, fondées sur des valeurs aux antipodes les unes des autres, entraient en collision, chacune revendiquant le statut de « héros » aux différents protagonistes de ce drame. D'où cette question, un peu inquiétante : qu'est donc au juste un héros ?

Franco Berardi, dit « Bifo », est un philosophe, théoricien de la communication et professeur d'université italien. Il est l'auteur en 2016 d'un livre à la fois percutant et inquiétant, intitulé *Tueries*, mais dont le titre original en anglais était : *Heroes : mass murder and suicide* (« Héros : meurtre de masse et suicide »). « Bifo » y rappelle la définition originelle du héros : « Dans la tradition classique, le héros appartient au domaine de l'imagination épique, séparé de la tragédie et du lyrique. Le héros est celui qui dompte la nature et domine les événements de l'histoire avec la force de la volonté et du courage. Il fonde la cité et repousse les forces démoniaques du chaos¹. » Or, toujours selon Berardi, cette forme épique d'héroïsme a disparu avec les grands bouleversements de la postmodernité, marquée par le remplacement progressif de la réalité par le virtuel, une déterritorialisation permanente, une ère de post-vérité où l'on ne sait plus très bien si l'on se trouve dans le réel ou la fiction, où s'arrête le vécu et où commence le spectacle.

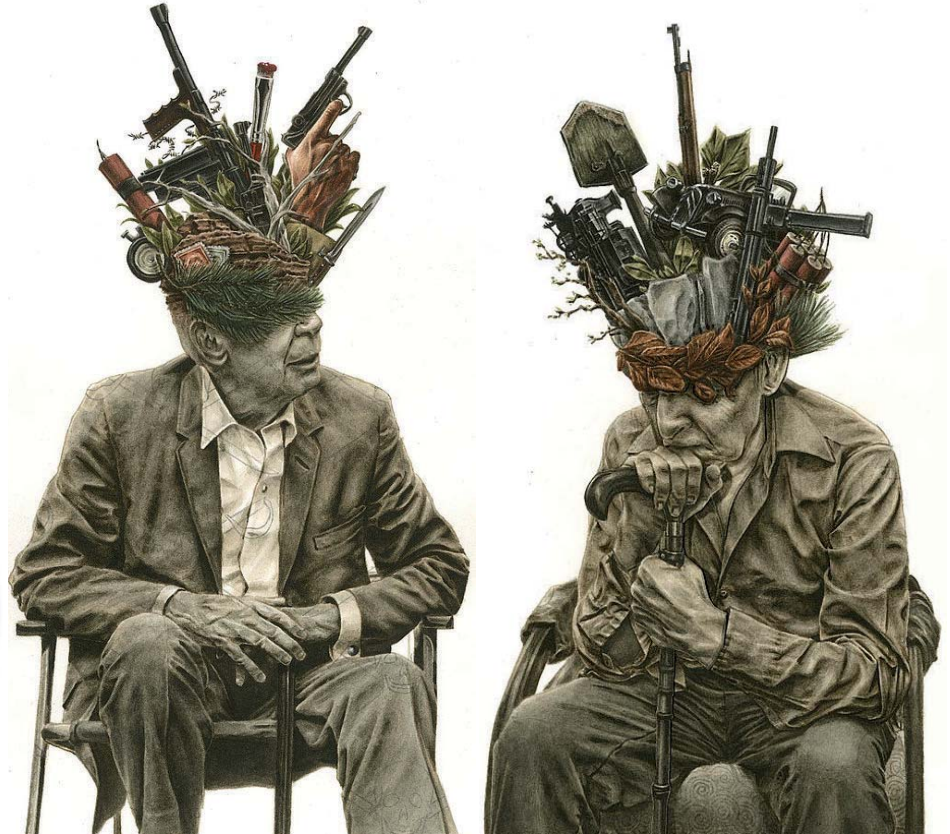
« Les héros sont morts ou plutôt ils ont disparu. Ils n'ont pas été tués par les ennemis de l'héroïsme, ils ont basculé dans une autre dimension : ils se sont dissous et se sont transformés en fantômes. À tel point que le genre humain, trompé par des héros en toc [...], a cessé de croire en la réalité de la vie et de ses plaisirs, et s'est mis à ne jurer que par l'infinie prolifération d'images. [...] Ce nouveau système commence à engloutir et détruire le résultat de deux cents ans de travail acharné et d'intelligence collective. Il transforme la réalité concrète de la civilisation sociale en une abstraction : chiffres, algorithmes, férocité mathématique et accumulation de riens sous forme d'argent². » Et Berardi de constater sombrement l'émergence d'une nouvelle figure d'exception dans cette époque déboussolée et sursaturée d'images, celle du forcené suicidaire : « Le meurtre de masse n'a rien de nouveau, mais le type de meurtre de masse qui implique simultanément une action spectaculaire et une intention suicidaire semble être propre au mouvement contemporain vers le néant³. »

La situation de notre société est-elle devenue si sombre, si désespérée et si cynique qu'il faille considérer les Lakdine, Breivik, Holmes et consorts comme les héros maudits du moment ? Nous ne le pensons pas. Car, loin du dispositif médiatique, sémiotique et virtualisant que dénonce Berardi – si puissant soit-il – il existe une foule d'individus ordinaires et anonymes encore mus par le souci du respect, de l'empathie et de l'altruisme, qui « font ce qu'ils peuvent » pour venir en aide à leur prochain sans retirer autre chose que la satisfaction du sentiment de faire partie d'une humanité commune, qu'il s'agisse d'héberger des réfugiés, lancer l'alerte sur des injustices ou être solidaire des exclus.

Et à ce sujet, rappelons une bonne nouvelle : l'agriculteur français Cédric Herrou, condamné en 2017 pour l'aide qu'il apportait aux migrants à la frontière franco-italienne, a obtenu en juillet dernier auprès du Conseil constitutionnel la consécration du principe constitutionnel de fraternité et de la liberté d'aider autrui dans un but humanitaire. Il reste de l'espoir, donc.

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

1 Franco « Bifo » Berardi, *Tueries : forcenés et suicidaires à l'ère du capitalisme absolu*, Montréal, Lux, 2016, p. 28.
2 *Idem*, p. 29.
3 *Idem*, p. 48.

Numéro
spécial
« héros »

Stan&Ulysse - L'esprit inventif - Documentaire de Benjamin Hennot

« We don't need another hero » ou
« We could be heroes just for one day »¹

Par Oliver Starquit

Berthold Brecht a écrit « *Malheur aux peuples qui ont besoin de héros* ». Et de fait, la figure du héros n'a pas nécessairement bonne presse dans les milieux progressistes. Étymologiquement, le terme émane du grec et signifie initialement « demi-dieu » ou « tout homme élevé au rang de demi-dieu ». Par extension, le vocable va désigner une personne au-dessus du lot, exceptionnelle qui va se distinguer par ses exploits, son sens de la justice, son courage. Dans le domaine littéraire, le mot finit aussi par désigner le personnage principal.

Et pourtant ce ne sont pas les héros qui manquent. Pensons à la *Guerre des étoiles*, au *Seigneur des anneaux* ou au *Trône de fer* sans oublier les héros de Marvel. Pour le psychiatre Boris Cyrulnik, tout enfant a besoin d'un héros pour se construire, de figures archétypales pour reprendre la terminologie de Carl Jung, pour rêver et ne pas souffrir d'agonie psychique : « S'il n'a pas une figure sécurisante, le monde l'effraie. S'il en a une, le monde l'amuse et l'excite. La mère puis le père sont en principe ses premiers héros. Mais ils peuvent être absents ou insuffisants. Lorsque l'enfant qui se sent perdu lit les aventures d'un personnage qui lui ressemble et trace

sa route vaillamment dans le vaste monde, cela le rassure et lui donne envie de s'y risquer à son tour. Quant à l'adolescent, il cherche d'autres modèles que ses parents. Le héros qu'il se choisit alors lui ouvre un chemin en montrant que ce qu'il désire est possible². » Dans le domaine de la culture et/ou du divertissement aussi, l'évocation de figures protectrices qui défendent l'honneur, la justice en des temps obscurs où les menaces foisonnent est un ressort récurrent, tant au cinéma que dans les bandes dessinées.

> suite p.6

C'est todi lès p'tits qu'on sprâtche !

(2^e partie)

Par Jenifer Devresse

Yves Martens et Cécile Gorré m'ont fait le plaisir d'une rencontre pour nourrir cet article de leurs analyses aussi critiques qu'engagées. Cécile Gorré est enseignante à Verriers et membre active de l'Appel Pour une École Démocratique (Aped), une association largement inspirée par les travaux de son chercheur et fondateur Nico Hirtt. Yves Martens est coordinateur au Collectif Solidarité Contre l'Exclusion (CSCE), acteur de terrain et incollable sur les questions de chômage.

L'« inclusion » exclut par milliers...

Les dernières réformes ont signé une vague d'exclusions massives liées au durcissement des procédures de contrôle et des sanctions (plus précoces, plus sévères, plus fréquentes), visant en particulier

les allocataires d'insertion, soit les plus précarisés. Et ce dès le début du stage, même si « appliquer la chasse aux chômeurs à des personnes qui ne perçoivent même pas d'allocation, c'est de l'absurdité au carré », souligne Yves Martens.

> suite p.6

Le mot du Président

Par Jérôme Jamin

Lorsque les Pères fondateurs négociaient l'architecture de ce qui allait devenir les États-Unis d'Amérique à la fin du XVIII^e siècle, l'équilibre entre le pouvoir central (le futur pouvoir fédéral) et les (futurs) États fédérés était un point d'achoppement. Donner trop de prérogatives à Washington impliquait le risque d'une nouvelle dictature, à l'image de la Couronne britannique dont les colons rêvaient de s'émanciper. Et conserver trop de pouvoir à l'échelle des États fédérés, c'était prolonger la vie d'une confédération certes viable, mais faible en tant qu'État sur la scène internationale et sur le plan militaire.

À l'issue des tractations, les négociateurs se sont mis d'accord sur un principe fondamental qui anime encore aujourd'hui l'esprit de la Constitution : les pouvoirs qui n'ont pas été explicitement attribués à l'État fédéral ou aux États fédérés reviennent au pouvoir fédéré. Dit autrement, toute forme d'autorité non explicitement allouée relève naturellement – indiscutablement – du pouvoir en place à l'échelle de l'État fédéré.

En Belgique, peut-être dans l'esprit des Pères fondateurs, le législateur laisse entendre qu'une commune peut faire tout ce qui ne lui est pas interdit et pour autant que cela relève de l'intérêt communal. Dit autrement, la commune défend ses intérêts dans les secteurs qui n'ont pas été explicitement attribués à un autre niveau de pouvoir. En clair, toute forme d'autorité non explicitement allouée relève naturellement du pouvoir en place à l'échelle communale.

Même si elle a un spectre de compétences rarement exclusif au sens où elle est rarement la seule compétente pour telle ou telle matière, la commune reste donc un lieu de pouvoir fondamental. Dans ce contexte, le mémorandum des Territoires de la Mémoire présenté ici s'adresse aux pouvoirs communaux et provinciaux en sachant que d'autres niveaux de pouvoir sont également nécessaires pour l'action publique.

Bonne lecture ! ••



Mémorandum de l'association Les Territoires de la Mémoire dans la perspective des élections communales et provinciales 2018 et dans le cadre plus large de son 25^e anniversaire

Préambule :

- Un mémorandum est une « note écrite adressée par un agent diplomatique au gouvernement auprès duquel il est accrédité pour exposer le point de vue de son gouvernement sur une question qui fait l'objet de négociations » (Le Robert). Dans le champ associatif, un mémorandum est un texte

court adressé par une association aux pouvoirs publics ou aux partis politiques pour exposer son objet social et les enjeux sur lesquels elle souhaite attirer l'attention, et qui feront l'objet d'une négociation.

- En théorie, une commune peut faire tout ce qui ne lui est pas interdit même si elle a un spectre

de compétences rarement exclusif au sens où elle est rarement la seule compétente pour telle ou telle matière. Ce mémorandum s'adresse aux pouvoirs communaux et provinciaux en sachant que d'autres niveaux de pouvoir sont également nécessaires pour l'action publique.

Lutter contre les extrémismes

La course au « centre » qui anime de nombreux acteurs politiques provoque un désenchantement démocratique et l'impression qu'il est de plus en plus difficile d'agir sur notre destin par la voie traditionnelle (élections, représentations, partis politiques, coalitions, etc.). Ce phénomène tend à légitimer les idées et les actes extrémistes qui deviendraient les seuls à pouvoir changer le cours des choses. Notre association s'inquiète de la multiplication et de la banalisation des propos et des discours extrémistes et rappelle que les actes de barbaries les plus abjects dans le passé ont tous été précédés d'une période de libération de la parole. La lutte contre la xénophobie, l'homophobie, l'antisémitisme, le racisme et le sexisme passe par l'action citoyenne et par l'usage de la loi (dépôt de plainte), mais aussi et surtout par la légitimité que les pouvoirs publics locaux peuvent donner à ces actions en les soutenant et en leur donnant une visibilité. Ce qui précède prendra aussi toute son importance dans la perspective des élections régionales, fédérale et européenne de 2019.

Éduquer à la citoyenneté

La lutte contre les extrémismes implique le respect de l'autre qui lui-même dépend de la capacité critique des citoyens face à des discours simplistes qui mobilisent des ennemis imaginaires et des boucs émissaires. Notre association rappelle aux pouvoirs publics l'importance de l'éducation à la citoyenneté qui passe par l'engagement dans les affaires publiques, l'attention portée aux débats d'idées et le sentiment de responsabilité pour le futur. Ce qui précède est d'autant plus important dans le secteur de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur où l'individu devient à des degrés divers un citoyen, et dans le domaine des médias et des réseaux sociaux où l'individu peut être renforcé dans cette logique ou, au contraire, se laisser guider par d'autres voix que la raison, des voix portées directement ou indirectement par des acteurs politiques ou par des journalistes peu scrupuleux.

« Tous nous devons savoir ou nous souvenir que lorsque Hitler ou Mussolini parlaient en public, ils étaient crus, applaudis, admirés. Les idées qu'ils proclamaient étaient

en général aberrantes, stupides, cruelles et pourtant, ils furent acclamés et suivis jusqu'à la mort par des milliers de fidèles. Ces fidèles n'étaient pas des bourreaux nés, mais des hommes quelconques, ordinaires, prêts à croire et à obéir sans discuter. Il faut donc se méfier de ceux qui cherchent à nous convaincre par d'autres voix que celle de la raison. » Primo Levi

Le cadre législatif qui organise l'enseignement et l'univers médiatique, en ce compris Internet, offre de multiples opportunités pour rappeler la responsabilité sociale des acteurs concernés par rapport aux valeurs qui fondent l'État belge et ses principales composantes. Notre association insiste auprès des pouvoirs publics pour qu'ils mobilisent ces moyens sans céder à ceux qui prétendent que toute critique ou tout avertissement en la matière serait une atteinte à la liberté de l'enseignement, à la liberté de la presse ou plus généralement à la liberté d'expression.

Utiliser le passé pour préparer l'avenir

Notre association vise à développer l'éducation à la citoyenneté et à la résistance en favorisant la transmission de la Mémoire d'événements historiques graves qui interpellent la conscience collective, en particulier les crimes de génocides, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerres, c'est-à-dire tous les crimes qui constituent une violation grave des droits fondamentaux. Dans ce contexte, nous invitons les pouvoirs publics à être très vigilants vis-à-vis des tentatives pour banaliser et donc relativiser (voire nier) certains crimes en les associant à toutes sortes de faits certes dramatiques mais qui ne relèvent pas d'une violation grave des droits fondamentaux. Nous pensons notamment, c'est un exemple parmi d'autres, au négationnisme qui vise le génocide des Tutsis au Rwanda ou le génocide des Arméniens.

Par ailleurs, nous insistons sur le rôle particulièrement néfaste que peuvent parfois jouer des réseaux sociaux dont la logique marchande favorise le mensonge et l'oubli, des réseaux qui à ce jour bénéficient d'une immunité inacceptable au regard des obligations qui incombent aux journalistes professionnels, aux mandataires politiques et à toutes personnes qui

détiennent des responsabilités dans un État de droit démocratique.

Éviter le tout sécuritaire et défendre des droits pour tous

Le débat autour de la criminalisation des migrants et des violations de domicile a suscité l'ouverture d'une réflexion riche, vive et intense sur notre rapport aux migrants, bien au-delà des clivages politiques et des différences entre le nord et le sud du pays. Plusieurs associations aux objets sociaux différents et proches de partis politiques différents se sont coalisées, chacune avec son expertise, pour dénoncer la diabolisation du migrant devenu voleur, profiteur ou terroriste. Certaines structures l'ont fait au nom des droits fondamentaux, d'autres pour dénoncer la xénophobie latente derrière la politique migratoire et les centres fermés, d'autres pour dénoncer les violences policières ! Des associations ont cherché à protéger les mineurs quand quelques acteurs voulaient simplement défendre notre Constitution.

L'association Les Territoires de la Mémoire n'est pas généraliste, elle éduque à la résistance et à la citoyenneté en mobilisant le passé pour mieux comprendre le présent, et agir pour le futur. C'est un objet social très ciblé qui ne permet pas de dénoncer tout et n'importe quoi, et nous y sommes très attentifs ! Mais lorsqu'on persécute des réfugiés qui fuient la terreur et qu'on essaie de les renvoyer chez eux, la question de la démocratie se pose, et il est légitime de faire des liens avec les périodes les plus sombres de l'histoire contemporaine en Europe. Dans ce contexte, nous invitons les pouvoirs publics à intégrer en priorité les principes de solidarité et de respect de la dignité humaine lorsqu'il s'agit de politiques publiques en matière d'accueil des migrants en situation irrégulière.

L'asbl Les Territoires de la Mémoire soutient toute initiative communale ou provinciale visant à l'instauration du statut de « commune/province hospitalière ». En effet, par le vote d'une motion, la commune et/ou la province peuvent s'engager à améliorer l'information et l'accueil des personnes migrantes – quel que soit leur statut – pour une politique migratoire basée sur l'hospitalité, le respect des droits humains et les valeurs de solidarité.

Exposition World Press Photo

Du 10 novembre 2018 au 13 janvier 2019
Du lundi au vendredi 9h-18h
Samedi et dimanche 10h-18h
Lieu : Espace Georges Truffaut à La Cité Miroir
Public : Tout public

Du 10 novembre 2018 au 13 janvier 2019, les Territoires de la Mémoire accueillent la 61^e exposition du prix *World Press Photo* à La Cité Miroir à Liège. Ce concours prestigieux de photojournalisme est une vraie fenêtre sur le monde contemporain et toutes ses réalités. Impressionnantes, interpellantes, les 160 photos présentées nous dévoilent un instantané du monde tel qu'il est aujourd'hui.

Les photos présentées nous plongent au cœur d'actualités fortes de 2017 comme la guerre en Syrie, le massacre des Rohingyas au Myanmar ou les manifestations clivantes au Venezuela. Mais elles nous montrent aussi nombre de réalités contemporaines sur les modes de vie dans le monde, sur notre environnement ou encore sur nos sociétés. Ces images nous racontent des histoires poignantes où la vie est tantôt tragique, tantôt terrifiante mais aussi pleine d'espoir, de complicité et d'humanité.

Le prix *World Press Photo* est aujourd'hui une institution au niveau mondial et un rendez-vous annuel attendu. En 1955, un groupe de photographes néerlandais a lancé ce concours dans le but de montrer leur travail à un public international. Depuis, la World Press Photo Foundation a acquis une renommée mondiale et prestigieuse. Très impliquée dans le développement du photojournalisme, elle propose un concours annuel, ouvert à tous, qui incarne un événement devenu majeur au sein de la profession de journaliste et de photographe. Les photos de presse des lauréats sont choisies pour leur justesse et le message qu'elles délivrent sur le monde dans plusieurs catégories (environnement, sports, actualités, nature, populations, etc). Elles acquièrent toutes, ou presque, le statut d'icônes et elles sont relayées par les médias du monde entier. L'exposition voyage ainsi dans 45 pays et elle est visitée par près de 4 millions de visiteurs chaque année.

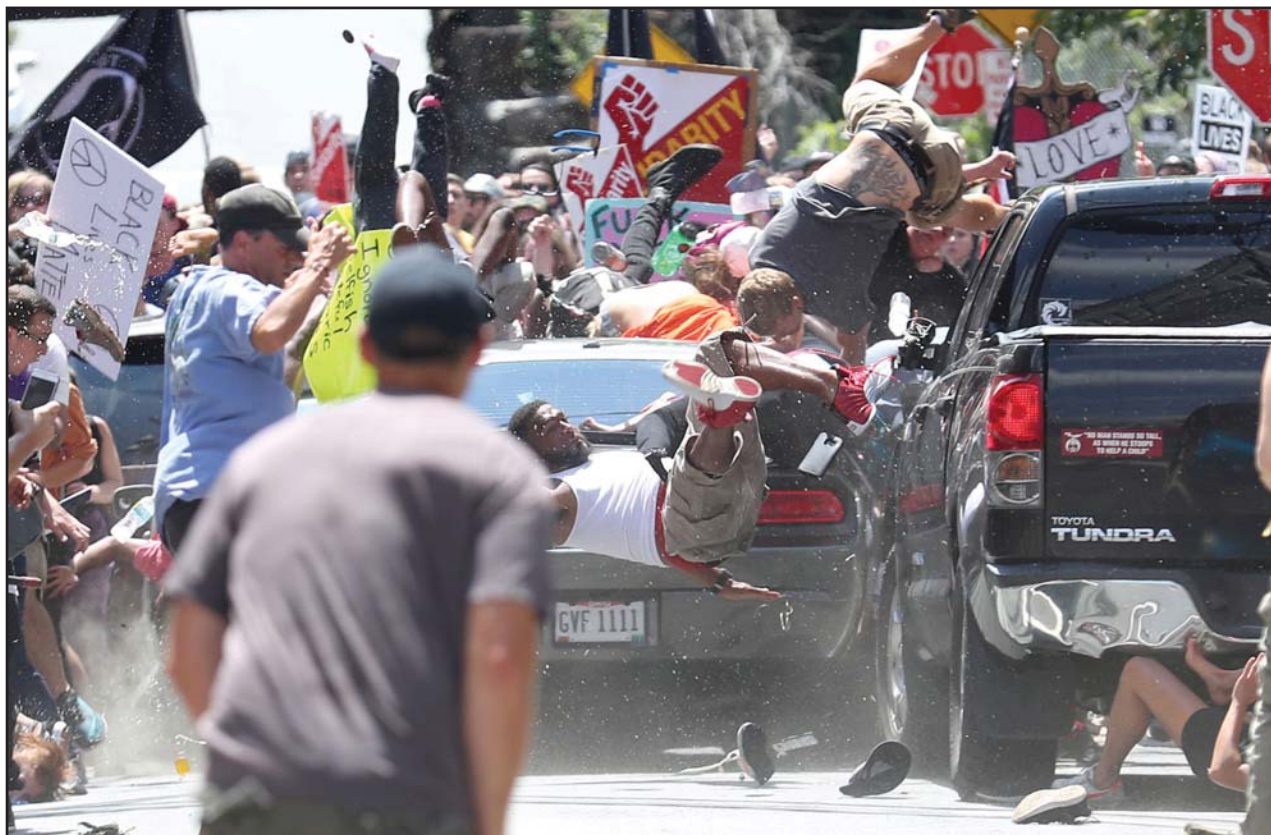
Tarif :

7€ : tarif plein

5€ : -26ans, demandeur d'emploi, groupe (min. 10pers.), Carte prof, Lerarenkaart, personne handicapée, Citoyen Cité Miroir, Membre Territoires de la Mémoire

3€ : groupe scolaire

Art 27



Car Attack
© Ryan M. Kelly, The Daily Progress

En pratique

- Panneaux contextuels en français et en anglais
- Carnets de visite en néerlandais et en allemand
- Visites animées sur réservation : 25€ + ticket d'entrée/pers | Réservations obligatoires

- Vous aussi, choisissez vos lauréats !
| À partir de 15 ans

Les mardis, mercredis et jeudis à 10h et à 14h | En soirée à la demande

Durée : 2h (accueil, visite de l'exposition et animation)
15 participants maximum par atelier. Possibilité d'organiser 2 ateliers simultanément
25€ + ticket d'entrée / pers.

Réservations obligatoires : reservation@citemiroir.be
04 230 70 50

En se mettant dans la peau du jury de *World Press Photo* et en choisissant leur photo de l'année, les participants seront invités à s'approprier l'exposition autrement, à nourrir leur regard critique, à réfléchir aux missions du photojournalisme et à questionner le rapport entre art et pouvoir. Leur attention sera attirée sur le fait que ce concours pose de nombreuses questions sans réponses toutes faites, qui nécessitent un temps d'arrêt et de réflexion.

- Photojournalisme : ce que je vois, ce que je comprends | De 12 à 14 ans

Du lundi au vendredi entre 10h et 15h
Durée : 1h30 (accueil, visite de l'exposition et animation)
20 participants maximum par atelier
25€ + ticket d'entrée / pers.
Réservations obligatoires : reservation@citemiroir.be
04 230 70 50

Comment regarder une photo de presse ? Que comprendre ? Quel est le but du photographe ? Le choix du cadrage et de l'angle de vue sont-ils neutres ? Comment appréhender une image qui choque ? Comment se positionner par rapport aux événements qui nous sont rapportés ? Une visite animée par des devinettes, des débats et des questionnements sur le rapport individuel à l'image.

Une exposition pour susciter la réflexion

Par Philippe Marchal,
directeur adjoint des Territoires de la Mémoire

Qu'est-ce qui motive une association comme les Territoires de la Mémoire à accueillir cette exposition photo ?

Cet événement médiatique d'envergure permet de marquer le coup des 25 ans de l'association, fêter cette année. Pour notre centre d'éducation à la Résistance et à la Citoyenneté, il s'agit de montrer une vision de l'état du monde et de certaines réalités contemporaines mais surtout de donner des outils au public pour susciter la réflexion. On peut y voir des témoignages d'événements tragiques, d'injustices et de conflits mais aussi de solidarité et d'espoir, qui permettent de créer des liens entre des situations du passé et le présent. Voilà qui rentre pleinement dans le cadre du travail de Mémoire de notre association.

Nous souhaitons également inviter à réfléchir sur divers sujets, comme la liberté de la presse et d'expression, mais aussi sur le photojournalisme : peut-on tout photographier et montrer ? Où commence le voyeurisme ?

Deux dispositifs accompagneront les visiteurs : d'une part, chaque cliché sera présenté par un petit texte (en anglais et français) sur les circonstances de la prise de vue et, d'autre part, un carnet avec les témoignages de plusieurs photographes expliquera le contexte de certaines œuvres. Il n'est pas question d'imposer une interprétation mais de permettre au public de s'interroger sur son ressenti et de le comparer avec la situation réelle.



The Battle for Mosul
© Ivor Prickett, The New York Times



page trois

Résistance, guérilla et héroïsme

Entretien avec Benjamin Hennot

Réalisateur de documentaires de création, chercheur de noises

Benjamin Hennot a réalisé *La Jungle étroite* sur l'association d'éducation populaire « Fraternités ouvrières » et *La bataille de l'Eau Noire* sur la lutte des habitants de Couvin contre un projet de barrage. Son dernier film, *Stan & Ulysse, l'esprit inventif* rejoue la fougue guerrière de deux irréductibles maquisards ayant opéré dans la région de Chimay-Couvin à partir de 1942.



Gaëlle Henrard : Tu réalises des films qui racontent des histoires de luttes populaires, mais aussi « l'histoire des vaincus spécialement quand ils triomphent », que cherches-tu à mettre en avant exactement ?

Benjamin Hennot : Les films de conscientisation, ce n'est pas mon truc. Dès qu'il y a un problème, je veux la riposte qui va avec, le mode d'emploi pour gagner. Or, la tonalité des luttes aujourd'hui est plutôt poussive, austère... bref c'est la *loose*. Les gens sont sur-conscientisés. Ils regardent le JT et savent que ça ne va pas. Ce qu'il faut, ce sont des endroits où autre chose se passe et qu'on le montre. Avec mon film *La jungle étroite*¹, j'ai appris que l'éducation populaire doit avant tout être une jouissance. Si tu veux un autre monde et que l'alternative est aussi austère qu'une liste de tâches à accomplir, je pense qu'on ne va pas beaucoup avancer. Le jardinage des « Fraternités ouvrières », au contraire de l'éthique fermière, c'est l'abondance et la jouissance. Sur ce point, Gilbert, animateur de l'association, rejoint les primitivistes. L'anthropologue Pierre Clastres en parle bien dans la préface d'*Âge de pierre, âge d'abondance* de Marshall Sahlins où il explique que les communautés de « Sauvages », c'est ainsi qu'il les nomme, connaissaient l'abondance. Le jardin de Gilbert est initiatique et propose l'abondance pour tous les pauvres. Il a déplacé la coopération de l'usine au jardinage et s'est associé à la nature plutôt que d'adopter des mesures trop agressives envers elle. Il met en avant le partage plutôt que le contrôle. Il ne manque d'ailleurs jamais de rappeler qu'il préfère « manger de la merde ensemble que du bio tout seul ». Après avoir pensé exclusivement la relation de l'homme à l'homme en tant qu'ouvrier, il travaille maintenant à la relation entre l'homme et ceux qui habitent son jardin.

Dans mes films, j'essaie au maximum de respecter ces milieux populaires et leurs affects. Il ne s'agit pas pour moi de faire des cours de citoyenneté. Je veux que les gens prennent du plaisir à les visionner comme on regarderait un bon divertissement. L'idée c'est que mes films soient aussi excitants qu'un match de foot. J'ai fait du foot et si je tombe par hasard sur un match, je ne peux pas m'empêcher de regarder même si je sais que les joueurs sont honteusement surpayés. Mais le foot, c'est une ambiance avec des gens de tous les milieux, où l'objectif c'est de gagner. Et pour ça, ton équipe va faire des coups bas, des ruses de Sioux. Et en face, ils vont t'en faire tout autant. Bien évidemment, toute la vie ne doit pas être comme ça sinon ce serait un enfer. Dans mon film *La Bataille de l'Eau Noire*, on retrouve d'une part une certaine mixité sociale dans les opposants au barrage, avec des gens de tous milieux (des intellectuels, des paysans, des ouvriers), des gens qui n'étaient par ailleurs pas dans la militance. Il y avait dans leur groupe des obédiences éthiques singulièrement différentes, mais les éléments violents, par exemple, n'étaient pas exclus par principe, mais relativement contrôlés par le groupe. Les intellectuels avaient confiance dans les mecs prêts

à en découdre et vice-versa. D'autre part, on retrouve aussi ce côté jouissif et roublard et j'aime célébrer la ruse et l'agressivité du provincial qui n'a pas peur d'en découdre. D'ailleurs, le titre complet du film c'est *La Bataille de l'Eau Noire ou : comment j'ai appris à ne plus m'en faire et à aimer la dynamite*.

Gaëlle Henrard : Dans une interview, tu dis : « Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, on célébrait les héros. Depuis 30 ans, on ne célèbre plus que les victimes. Je ne fais l'histoire que des victoires. » Que veux-tu dire par là ?

Benjamin Hennot : En fait, je tiens cette affirmation de l'historien Alain Colignon du CEGES qui avait déclaré à la radio qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, on célébrait les héros, ceux qui avaient fait des actes de bravoure. Au cinéma, ça a donné *La bataille du rail* pour la version communiste, et *Les bataillons du ciel* pour la version gaulliste. Mais, depuis 30 ans, on ne célèbre que les victimes. Et c'est vrai que dans le monde du cinéma et de la réalisation, ça se vérifie tout le temps, notamment en matière de résistance. Or, c'est contre-productif. Ce serait comme montrer en boucle des images sur la torture nazie à quelqu'un qui hésiterait à rejoindre le maquis. Pourquoi ne mettre en avant que les côtés négatifs ? Il faut exalter le positif pour donner envie. Si on veut gagner, on doit montrer les réussites et les moyens pour y parvenir. Or j'ai le sentiment que les gens de gauche ne sont plus guerriers aujourd'hui. La fougue guerrière, la foi absolue comme avaient peut-être les fondateurs, c'est super important ! De la même manière, il n'y a pas, ou pas assez, d'histoire des luttes. Il faut les raconter. Hiver 60, on ne connaît pas ! C'est pour ça que mon prochain film portera là-dessus. L'histoire des mouvements populaires, même chose, on ne nous l'apprend pas. Or ces événements sont truffés de victoires qu'il faut raconter. On nous conscientise sur ce qui n'a pas marché, sur les catastrophes et les horreurs mais on ne nous montre pas ce qui a fonctionné. C'est une mentalité collective, un phénomène social dont il faut sortir, sinon tu es dans le déclin. Mes films sont à la fois un prolongement, une célébration et des outils pour l'éducation populaire.

Gaëlle Henrard : Est-ce que dans certains milieux, on ne se méfie pas de la mentalité du *winner*, du héros parce que trop exaltée par l'ultra-libéralisme ?

Benjamin Hennot : Si tu veux gagner, on dira que tu es un dominant. Du coup, il faut recréer des héros et c'est ce que j'essaie de faire. Par exemple, dans mes films, les positions sont inversées. Ce sont les gentils qui font régner la terreur. C'était le cas dans *La Bataille de l'Eau Noire* où j'ai célébré la victoire des Couvinois. On voudrait parfois bannir les héros... Moi, je préfère raconter l'histoire de ceux qui ont fait preuve de bravoure dans une

situation saturée de danger. Et ça ne veut même pas dire qu'ils gagnent. Par ailleurs, l'histoire officielle ne célèbre que les héros du camp victorieux... Autre forme de mauvaise foi tellement incorporée qu'elle nous semble naturelle.

Un de mes axes de travail dans ce cadre, c'est la réhabilitation du sabotage. C'est une arme démocratique, non violente mais efficace. Tu ne touches pas aux gens avec le sabotage. Tous

les mouvements y recourent. Dans les usines, nul besoin de leur expliquer, ils savent exactement où il faut appuyer, ils sont rusés et agressifs quand il faut. Ce sont les gens sur-civilisés qui font des pétitions. D'ailleurs, il y a une fantastique recrudescence du sabotage sur un terrain où il y a des guerres aujourd'hui et pour lesquelles on embauche plein de militaires : c'est Internet avec les hackers ! Si tu es un bon hacker, tu peux nuire à une banque. Et les jeunes, ils connaissent bien ça. J'ai d'ailleurs fait plusieurs projections de *La Bataille de l'Eau Noire* auprès de jeunes activistes, notamment en France, des jeunes de 17 ans, 20 ans. Ils ont adoré ! Après, je ne sais s'ils sont représentatifs des jeunes de leur âge, ils étaient déjà fort conscientisés sur la question des luttes.

Gaëlle Henrard : Avec *Stan & Ulysse*, tu réalises un film brochant le portrait de deux résistants à l'occupant nazi et aux collaborateurs en mobilisant des figures comme celles des Indiens. Tu prétends forger un nouveau sous-genre de documentaire : le « Western-Wallonie de Francophonie (WWF) » ou « western-documentaire » ou encore « tutoriel apache ». Ce ne sont pas les imaginaires qu'on convoque habituellement pour parler des résistants. Qu'est-ce qui t'a inspiré ce rapprochement ?

Benjamin Hennot : Eux-mêmes ! Un des gars du groupe était surnommé « L'Iroquois », un autre, c'était « Kid », peut-être en référence à Billy the Kid, célèbre hors-la-loi du 19^e siècle américain. L'un d'entre eux se faisait appeler « Spada ». Dans la justice clanique corse, il s'agit du bandit d'honneur. Si ta famille a tué quelqu'un, l'autre famille a le droit de tuer un de tes frères par exemple, c'est comme ça. Et il y a un mec qui vit dans les bois, ce tout le monde nourrit, qui est l'espèce d'exécuteur, de justicier. Pour l'anecdote, quand la justice française a voulu venir condamner un Spada en Corse, comme par hasard les juges n'ont trouvé aucune place dans un hôtel. Pourtant c'était hors-saison, mais tout était complet. Bref, c'est un bandit d'honneur, non pas un hors-la-loi mais un représentant d'une autre loi. Ces surnoms, ce sont les maquisards qui se les sont donnés eux-mêmes. Ils étaient dans un imaginaire de rebelle, de Robin des Bois. Il y avait d'ailleurs un vrai Indien, un des aviateurs américains recueillis par leur groupe. Dans le film, à un moment donné, il y a une tête de mort. Ce n'est pas moi qui l'ai inventée, ce sont eux qui l'ont imprimée dans le livre qu'ils ont publié en 1945. C'était leur sigle avec la bombinette rouge. Par contre, quand ils republièrent leur livre en 1995², ils ne mettent plus ces symboles-là. Peut-être parce qu'ils ont 50 ans de plus, qu'ils sont devenus de bons pères de famille et des transmetteurs de mémoire sérieux. Moi, dans le film, je voulais l'état d'esprit qu'ils avaient à l'époque. S'ils avaient été des jeunes aujourd'hui, ils auraient sans doute porté des t-shirts avec des têtes de mort dessus. Ils ont été comme ça à 17 ans et il fallait cette folie-là. Quand on devient grand, on apprend le sens des responsabilités, on a des responsabilités. À 17 ans, tu as de la fougue et pas de responsabilités. Ces jeunes étaient libres et autogérés, contrairement aux groupes de résistance militaires plus réguliers. Ils fonctionnaient suivant l'auto-organisation, c'était une bande. D'ailleurs, il se surnommaient « *el binde* » en wallon et quand un nouveau arrivait, ils demandaient : « Est-ce qu'il a l'esprit d' "*el binde*" ? ».

Gaëlle Henrard : Tu parles volontiers d'« affect guerrier » ou de « psyché du guerrier » pour Stan et Ulysse. Eux décrivent leur volonté d'être aussi durs que « les salopards de SS », de leur joie à utiliser tel pistolet ou tel explosif ou encore de leur déception quand ils ratent une cible... Quelle position défends-tu par rapport à la violence, notamment armée, dans les luttes ?

Benjamin Hennot : Aux non-violents, je demande comment on a chassé les nazis. La première chose, c'est de savoir que la non-violence, c'est une idéologie. La



La bombinette, sigle du Groupe D du Service Hotton

plupart des définitions commencent par le mot « doctrine ». Ça n'est pas basé sur l'expérience ou sur des vérifications historiques. Personnellement, je considère la non-violence comme une idéologie extrêmement dangereuse qui repose sur l'espoir que l'autre sera gentil, c'est hypocrite et je trouve que ça nous affaiblit. Les Belges qui se disent non-violents oublient que leurs impôts font voler des F-16. Un excellent livre là-dessus c'est *Soldats*³ de deux sociologues allemands. Ils te décrivent très précisément dans quel cas on tue des gens et pourquoi un certain nombre aime bien tuer des gens. Et ils t'expliquent pourquoi. Et la conclusion, c'est que « toute communauté est une communauté de destruction » et « lorsque nos sociétés accepteront cela, elles arrêteront de se faire des idées sur elles-mêmes ». Et c'est le cas de la Belgique qui, pour défendre nos valeurs, détruit. Nos F-16 lancent des missiles sur des gens qui veulent, soi-disant, détruire nos sociétés. Heureusement, nos pilotes mangent beaucoup de carottes donc visent tellement bien qu'ils ne tuent que les terroristes... Ça c'est la différence entre la Belgique et le reste du monde. J'ai été invité par une historienne dans la région de Couvin qui célébrait un homme responsable d'une ligne d'évasion. Plusieurs membres de son groupe de mémoire me firent remarquer que, « quand même, les membres du maquis Hotton étaient violents ». Ah bon ? Et qu'est-ce qu'il faisait leur responsable, avec sa ligne d'exfiltration pour aviateurs ? Après avoir passé la frontière belgo-française, ces aviateurs sans ailes et sans soute gagnent l'Espagne, puis le Portugal, puis l'Angleterre, n'est-ce pas ? Et que font-ils, sitôt arrivés en Angleterre ? Eh bien ils réintègrent un équipage de bombardiers, pas vrai ? Et que font-ils, ces bombardiers ? Ils survolent l'Allemagne et qu'est-ce qu'ils visent sur l'Allemagne, qu'est-ce qu'ils touchent ? Des villes ! Donc, ils tuaient des femmes, des enfants, des civils, massivement. Question : est-ce que vous trouvez que c'est violent de tuer des non-militaires sans but stratégique autre que de démoraliser une population ? Déléguer la violence, c'est s'autoriser un luxe d'hypocrisie. Et nous déléguons la violence aux F-16 via les impôts, qui financent le ministère de la Défense et les œillères qui vont avec. Œillères qui sont évidemment bien organisées puisque le ministre de la Défense a dit à tous les médias : on ne parle pas des bombardements. Si tu veux avoir des infos sur les exploits de nos pilotes de chasseurs-bombardiers, il faut regarder la télévision russe (qui l'utilise certes à des fins dégueulasses mais au moins tu as un peu d'informations). Quand nos F-16 commettent des bavures, c'est à la télé russe que tu les as (uniquement lorsque cela sert la propagande russe, cela va sans dire). Toujours est-il que depuis disons 70 ans, nous déléguons presque tout le temps la violence et que cela nous maintient dans une situation qui oscille entre ingénuité et hypocrisie. Encore un avatar de la mauvaise foi.

Quand j'ai réalisé *Stan & Ulysse*, j'ai dû beaucoup réfléchir à la question des armes parce qu'eux ils en ont, que pour eux c'est une évidence, et même, ils adorent ça. Ils n'en font pas un drame. Bon, ils n'en détiennent plus réellement depuis longtemps, notamment parce qu'ils ont dû les rendre. J'avais d'ailleurs organisé des retrouvailles avec leurs armes pour le film. Mais, par exemple, le site dédié au cinéma belge Cinergie - qui a par ailleurs livré une des rares analyses cinématographiques du film⁴ en y parlant du style, du cheminement de la pensée, etc - a fait montre, sur la question des armes et de la violence, d'une certaine crispation désespérément symptomatique de notre temps. Il y a une difficulté à penser la question des armes et de la violence autrement qu'en des termes moralisateurs. Mais il faut tout de même se rappeler que quand tu as un contexte comme ça, en l'occurrence la guerre et le maquis, et bien tu es content d'avoir une arme et elle est précieuse pour toi cette arme. Si tu demandes à une combattante du Kurdistan qui combat les islamistes, si en opération elle préfère que son petit ami pacifiste soit à ses côtés pour l'accompagner ou bien son arme, elle te répondra sûrement « AK-47 ».

Et mon parti pris dans le film, c'est incontestablement de valoriser cette mentalité de guerrier. André, il réagit en guerrier. Aimer son arme, par exemple dans une situation où si tu n'as pas d'arme l'agent de la Gestapo te tue, c'est agir en guerrier. Les intellectuels ne voient souvent pas ce plan-là. De même, quand André retrouve une de ses armes de jadis - en l'occurrence, une UD-42, considérée comme une des plus belles mitraillettes de la Seconde Guerre mondiale - et affirme (en éclatant de rire) qu'elle est « plus précieuse qu'une femme », cela peut choquer, mais quand tu réfléchis bien, cette arme, si tu ne l'as pas, tu es mort ! Ce passage, régulièrement critiqué, notamment par des femmes, on m'a conseillé de le retirer mais j'ai refusé. C'est un bon paratonnerre à idéologies qui sont, par définition, aveuglantes (pour rester poli).

Aujourd'hui, je trouve que quand on parle de violence, on se tire une balle dans le pied. Si en manifestation, on jette un pavé dans une vitrine et qu'on dit qu'on a un peu utilisé la contrainte physique dans la lutte, c'est contreproductif. La police, lorsqu'elle utilise le Flash-Ball, elle se garde bien de dire qu'elle a été violente, et se contente plutôt de parler d'« opération de maintien de l'ordre », par exemple. Pour les maquisards, c'était la même chose. Quand la presse de l'époque titrait « Quinze malfrats tuent une femme et un homme dans des conditions horribles... », la version des maquisards dit : « démantèlement d'une fausse ligne d'évasion organisée par un rexiste avec la collaboration de sa femme »... Toujours se rappeler l'art de nommer les choses ! Les maquisards ne se décrivent jamais comme violents mais emploient d'autres termes.

Je trouve que les faiblesses de notre époque se marquent sur ces questions de la violence, des armes et qu'on est sur des prêts-à-penser. On dénonce les États-Unis et le port d'armes qui fait des ravages mais on ne parle jamais de la Suisse où la détention d'armes est autorisée pour tout citoyen, sans qu'il n'y ait de massacres à répétition⁵. Alors, il y a des raisons à cela, à commencer par le fait que l'armée suisse, armée de milice, fut et reste un des instruments d'unification depuis sa fondation. Notons que, techniquement, la Suisse, qui n'est pas un État mais une confédération, présente un des fonctionnements les plus démocratiques de la planète. Du moins y trouve-t-on un cadre culturel soigneusement réglé autour de la détention et l'utilisation des armes. Il y a transmission, il y a une éducation autour et c'est très sérieux. La situation inverse, c'est de fournir des armes via Internet à des jeunes paumés. C'est comme apprendre à rouler en voiture. Tu as appris et tu sais que c'est potentiellement dangereux. Les armes ne sont pas plus dangereuses en Suisse que la grande vitesse motorisée sur les tronçons d'autoroutes allemandes prévus à cet effet.

Gaëlle Henrard : Qu'est-ce que tu aimes à voir comme pistes d'alternatives ?

Benjamin Hennot : Peut-être avant toute chose sortir de l'isolement individualiste, qui est un des maux de la modernité occidentale. Sortir d'une civilisation qui détoure un truc appelé l'individu, auquel il faudrait ensuite ajouter toute une série de qualités. Malade de son isolement, il passera toute sa vie à tenter de se soigner. L'autonomie individuelle ne sévit pas uniquement à l'égard de toute communauté humaine, mais également vis-à-vis de la nature, considérée comme une pure extériorité (même parfois chez ceux et celles qui prétendent la défendre)

Un chercheur de l'EHESS comme Augustin Berque, qui est géographe et orientaliste, est pour moi le seul qui dépasse le paradigme occidental de manière pratique, il ne nie ni la nature, ni les signes ou le symbolique mais considère les deux comme imbriqués. Il n'idéalise pas la nature ou la culture. Il avance que toute culture est un mélange de contraintes naturelles et de productions symboliques. Dans de nombreuses situations de luttes, qu'elles soient écologistes, alimentaires, féministes, économiques, où on essaie de dénoncer des rapports de force, ce qui est pénible c'est de ne pas voir la complexité de la situation. Les choses se construisent en fonction d'un milieu, d'un contexte et la réponse à apporter doit être liée à ce milieu et à cette complexité. Un des concepts centraux dans la pensée d'Augustin Berque, c'est la notion d'écoumène⁶. Bon, c'est une pensée assez jargonnante et très intellectuelle, mais c'est ce genre de pensée qu'il faut arriver à retranscrire subjectivement, avec le sensible. Et en cela, je pense que ce qui va nous sauver, c'est la poésie, au sens du mot grec *poiesis*, « créer ». C'est un attachement aux lieux, poétiquement, de manière sensible. Quand on parle des luttes pour le territoire par exemple, il faut le faire à la fois de manière sensible et érudite. Quand on lutte contre un parking, une bretelle d'autoroute, un lotissement ou, autre exemple, contre une architecture démesurée qui va défigurer le quartier liégeois de Pierreuse, il faut non seulement raconter factuellement, rationnellement, ces luttes (dont personne ne parle), en garder les traces, dans des petits films par exemple, mais aussi en par-



André van Glabeke alias Stan

ler poétiquement, avec du sensible. Il y a là un énorme champ vide qui appelle un travail d'écriture sensible. Tu ne peux pas aborder les rapports de force et de domination avec des débats purement rationnels, intellectuels. Parce que tu es dans des attachements.

Dans *La Bataille de l'Eau Noire*, les gens que j'interviewe défendent la vallée de l'Eau Noire contre un barrage qui va tout engloutir. Eh bien, je leur ai demandé de parler de leur lien à la rivière. Ils racontent qu'ils pêchaient le poisson à la main dans la rivière quand ils étaient gamins ou qu'ils allaient nager en petite culotte l'été quand il faisait bon. Ils expriment toute la teneur existentielle de leur rapport à la rivière. Et c'est pour ça qu'ils luttent. Il y a bien sûr aussi tous les usages de la rivière que j'interroge et qui mobilisent. C'est pour défendre ce point de vue que j'ai aussi fait des plans « écoumènaux », pour reprendre la terminologie d'Augustin Berque, où je ne filme jamais la nature toute seule, telle une splendeur exempte de souillure humaine, mais je ne filme pas non plus l'humain au centre avec un peu de nature en arrière-plan flou, ce qui n'aurait été qu'une continuation de l'anthropocentrisme. Je fais des plans avec quelqu'un qui pêche, mais dans le coin de l'image. Il va pêcher un poisson, mais ça va, c'est ok, il fait partie d'un milieu dans le sens de l'écoumène d'Augustin Berque. L'humain est ancré dans un cadre de vie, c'est un élément parmi d'autres, à sa juste place. Il va façonner son milieu, mais pas trop, il reste en équilibre. Une autre manière de filmer la nature, c'était de montrer, surtout en gros plans, les gestes liant l'homme à son coin de vie. À rebours de l'idée de « nature-musée », comme le sont les réserves naturelles par exemple. Avant, les gens allaient en forêt couper du bois, chasser et ça faisait partie des manières de se lier à l'environnement et au paysage. J'ai donc sciemment montré les gestes de ces habitants (couper du bois, pêcher, etc.), c'est-à-dire le point de contact actif avec la nature.

1 Sur l'association d'éducation populaire Fraternités ouvrières, active dans le jardinage en permaculture : <http://fraternite-souvieres.over-blog.com/>.

2 Le livre de Marcel Franckson et Jacques Burniat, *Chronique de la guerre subversive 1941-1944*, a été entièrement numérisé et est accessible en ligne sur le site du CEGES : http://www.cegesoma.be/docs/images/stories/ceges/Autres_publications/1_PDFsam_BE_A2000_BA21279.pdf.

3 Sönke NEITZEL et Harald WELZER, *Soldats. Combattre, tuer, mourir : Procès-verbaux de récits de soldats allemands*, Gallimard, 2013.

4 <https://www.cinergie.be/actualites/stan-et-ulyse-l-esprit-inventif-de-benjamin-hennot>.

5 Lire à ce sujet https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/11/08/malgre-un-nombre-record-d-armes-a-feu-la-suisse-echappe-aux-tueries-de-masse_5211829_3214.html.

6 NDLR : « Le terme vient du verbe grec *oikeo*, qui signifie habiter - il a donc la même étymologie qu'écologie ou économie. Les auteurs grecs l'utilisaient pour distinguer la terre habitée des déserts. Dans la géographie moderne, il signifie la "partie de la terre occupée par l'humanité". Berque, lui, l'emploie pour désigner la "relation d'un groupe humain à l'étendue terrestre". Et ce qui caractérise cette relation, c'est une "imprégnation réciproque du lieu et de ce qui s'y trouve" : "Dans l'écoumène, le lieu et la chose participent l'un de l'autre. Dans un espace abstrait, en revanche, la chose peut être située ici ou ailleurs, cela n'affecte pas son être ; et réciproquement, le lieu est définissable indépendamment de la chose, par exemple en géométrie par des coordonnées cartésiennes, ou sur le globe terrestre par des méridiens et des parallèles." (...) "L'idéal du point de vue de la médiance [la relation de l'être humain à son milieu], contrairement au dualisme moderne, c'est d'arriver à penser rigoureusement à partir de notre vie elle-même, au lieu de s'en extraire." », cité par Mona Chollet dans <http://www.peripheries.net/article184.html>. On y trouve une recension accessible de deux ouvrages majeurs d'Augustin Berque *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains* et *Médiance de milieux en paysages*.

Dans les milieux progressistes, ce recours au mythe du héros, sorte de chef providentiel, sauveur suprême fait froncer les sourcils (même si l'Histoire montre qu'ils ont également donné dans ce registre et que ces milieux en ont encensés quelques-uns malgré tout : du Commandant suprême au Grand Timonier en passant par le *Lider Maximo*). Faut-il en déduire d'emblée que tous les héros seraient de droite ? Ce serait aller vite en besogne.

Même si certains d'entre eux ont des caractéristiques qui les rangent plutôt à droite sur l'échiquier – comme le fait d'être des héritiers, de baigner dans la richesse sans complexe (Batman), d'être méfiant à l'égard de l'État –, d'autres caractéristiques font davantage pencher la balance de l'autre côté : des personnages pauvres, proches de la nature et ordinaires (Robin des Bois), soucieux de rester dans la légalité et en faveur de l'État. Certaines productions récentes ont même des réminiscences proches d'*Occupy Wall Street*. Ainsi, la première saison de *Daredevil* montre un avocat aveugle – mais dont les autres sens sont ultra développés – lutter contre la gentrification de son quartier mais surtout s'opposer à Wilson Fisk, symbole de la finance, des multinationales et des compagnies d'avocats. Et dans cette série, la vraie figure de gauche est incarnée par un journaliste dont les propos, repris en voix off, résonnent

comme un cinglant « *We are the 99%* » : « *Certains reçoivent plus qu'ils ne le méritent, parce qu'ils se croient différents des autres, parce qu'ils pensent que les règles que suivent les gens comme vous et moi, qui doivent se battre et travailler simplement pour vivre, ne s'appliquent pas à eux. Ils pensent pouvoir faire tout ce qu'ils veulent et vivre éternellement heureux pendant que nous autres souffrons. Ils agissent dans l'ombre, l'ombre projetée par notre indifférence, notre manque flagrant d'intérêt pour tout ce qui ne nous affecte pas directement. Ou peut-être n'est-ce que l'ombre de notre lassitude, si fatigués que nous sommes de devoir nous frayer un chemin vers une classe moyenne qui n'existe plus, à cause de ceux qui prennent plus que ce qu'ils méritent. Et qui continuent à prendre, jusqu'à ce qu'il ne nous reste plus que le souvenir d'une époque révolue, quand le monde des affaires n'avait pas encore décidé que nous ne comptions plus pour rien.* »³

Aussi dans un livre à paraître⁴, William Blanc trace et traque les origines progressistes de certains super-héros des *pulp stories*, ces comics (fascicules comprenant exclusivement des bandes dessinées) qui ont commencé à paraître dans les années trente. « Superman », venant de Krypton et accueilli par une famille ordinaire est une métaphore du melting-pot états-uniens. Il incarne aussi « l'espoir, dans une époque marquée par la crise

mondiale de 1929 et la montée des fascismes, que le futur de l'humanité s'annonce sous le signe du progrès et du bien-être⁵ ». Il est intéressant de noter que dans ses déclinaisons européennes, « Superman » a souvent changé de nom parce que son nom était trop réminiscent de l'*Übermensch*, le surhomme propre à Nietzsche et aux mythes nazis.

« Captain America », inspiré des Chevaliers de la Table ronde, va user de son bouclier pour défendre la liberté contre les agents nazis et le fameux bouclier refait surface ces dernières années dans des manifs anti-Trump. « Hulk », le malabar vert, variation sur le thème du *Docteur Jekyll et Mr Hyde* de R. L. Stevenson et fruit d'une mauvaise manipulation lors d'un test nucléaire, est clairement antinucléaire et antimilitariste.

« Wonder Woman », elle, a pour modèle les Amazones et vient aider les États-Unis contre les forces de l'Axe. Après avoir subi les foudres pendant la chasse aux sorcières, elle deviendra en 2016 la figure de proue d'une campagne de l'ONU pour l'égalité de sexes. Citons encore « Black Panther », le premier super-héros noir de premier plan, qui ne se bat pas pour une hypothétique « nation » noire, mais pour l'égalité : dans « l'univers des super-héros, l'avenir n'est désormais plus



Au-delà, la réforme de 2012 « *a aussi pour effet que de plus en plus de jeunes sont en stage d'insertion et y restent bloqués : le stage peut se prolonger indéfiniment, jusqu'à ce que l'âge limite de demande d'allocations soit dépassé... De moins en moins de jeunes accèdent à l'indemnisation et ne seront donc jamais inclus. Ce qui est bien plus efficace que de les exclure* » (moins 49,3% en dix ans pour les moins de 25 ans). Et pour ceux qui y parviendraient malgré tout, la réforme a pris soin d'instaurer un régime automatique de fin de droit au terme de trois ans : « *il ne s'agit pas d'une sanction* », précise Yves Martens, « *mais d'une fin de droit purement mécanique, applicable à tous y compris ceux qui cherchent activement du travail et satisfont pleinement aux contrôles. Ces personnes sont exclues simplement du fait du manque d'emplois disponibles* ».

La réforme de 2015 amplifie ces effets d'exclusion : « *en abaissant l'âge limite en fin de stage d'insertion, qui lui-même a été allongé de plusieurs manières, on pénalise les jeunes qui ont eu un parcours scolaire difficile et on les dissuade de se rattraper. Ils n'auront pas de seconde chance* ». La moindre erreur de parcours (redoublement, réorientation, année d'études à l'étranger, accident ou problème de santé), y compris pendant la période de stage, se paie cash. À titre d'exemple, un jeune qui a doublé une seule fois ne peut déjà plus prétendre qu'à un BAC s'il veut conserver son droit. Or un jeune sur deux a doublé au moins une fois à la sortie du secondaire. Une mesure particulièrement discriminante pour les jeunes issus de l'immigration, qui ont en moyenne un parcours d'étude plus long. Voilà les Masters de plus en plus réservés aux familles qui ont les reins solides... avec les conséquences que l'on devine sur le niveau général d'études.

Quant à la condition de diplôme pour les moins de 21 ans, voilà une manière commode de supprimer 17% des premiers inscrits au chômage, quitte à ce que cette petite armée de sans-diplôme disparaisse dans la nature, « *complètement exclue de tout système d'aide ou d'accompagnement, pour deux ou trois ans* ». Naturellement, ils peuvent s'inscrire comme demandeurs d'emploi au Forem, mais quelle personne sensée se soumettrait volontairement à des procédures de contrôle si contraignantes sans le moindre espoir d'une quelconque allocation ? Et s'ils réapparaissent à 21 ans, « *leur situation est passée entretemps de précaire à catastrophique* ». Difficile de voir là une mesure d'encouragement contre l'abandon scolaire.

Quelques dizaines de milliers de personnes (62 000 environ) se sont ainsi vues exclues de la protection sociale, ou jamais admises : « *au total, la hausse des non indemnisés est de 59 % depuis 2007* ». Résultat : une « baisse historique » des chiffres du chômage dont on peut bien se féliciter ! À ceux-là, que reste-t-il ? Le CPAS, dernier filet de protection sociale ? À voir. « *Environ 30 % seulement des exclus sont aidés par le CPAS. Certains ne vont pas frapper à sa porte, d'autres ne sont pas admis parce que les conditions d'octroi sont très différentes* ». Car sur le même temps, Maggie De Block durcissait les conditions d'accès au CPAS. Alors quid des autres 70 % ? Ni à l'emploi, ni en maladie, ni en pension... « Des autres, on ne sait absolument rien », répond Yves Martens. La rue, la débrouille, le black ? « *On ne connaît pas les profils, on ne peut pas les compter, ils ont disparu de tous les radars...* ». Disparus, invisibles, innombrables, les nouveaux sans-droits.

Un chômage trop généreux ?

Avec un système d'allocations d'insertion en voie d'extinction, que leur reste-t-il ? Trouver un boulot et ainsi décrocher le précieux sésame de la protection sociale sur base du travail. À voir, là aussi. Premièrement – faut-il encore le rappeler – « *sanctionner les demandeurs ne crée pas d'emplois* », soupire Yves Martens. Sans compter que quoi qu'on en dise, chercher de l'emploi requiert

quelques conditions minimales ; c'est tout le sens des allocations d'insertion. Ensuite, il faut encore voir quel boulot. « *Avec la flexibilisation du marché de l'emploi, la plupart des emplois créés sont des temps partiels, des contrats à durée déterminée ou saisonniers, des intérim, des piges, des stages...* ». Bref des emplois on ne peut plus précaires. Or « *pour obtenir son droit au chômage sur base du travail, les moins de 36 ans doivent avoir travaillé 312 jours temps plein sur une période de 21 mois* ». Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ? « *Que l'on peut travailler toute sa vie et cotiser régulièrement sans jamais obtenir son droit à la protection sociale sur base du travail* ».

Car il ne suffit pas de travailler. Encore faut-il travailler dans les conditions fixées par l'Office national de l'Emploi (ONEM). C'est-à-dire trouver « *un emploi stable, un CDI temps plein, à la rigueur en quatre cinquième* ». En clair, tout ce à quoi l'on n'accède pas à la sortie des études. Encore moins sans diplôme. Ou lorsqu'on ne parle pas la langue. « *On*

présente toujours les allocations d'insertion comme un chômage de jeunes n'ayant jamais travaillé. Mais c'est inexact », explique Yves Martens. *Les réformes touchent en fait très durement toute une catégorie de gens qui ont en commun d'être précarisés, même s'ils ont toujours travaillé. Et en priorité les femmes. Avant que les réformes ne produisent leurs effets d'exclusion, le régime d'insertion concernait 30% des chômeurs complets indemnisés. Aujourd'hui plus que 12%* ». Ce qui explique aussi que l'instauration d'un régime de fin de droits ait signé « *un appauvrissement terrible de nombreuses familles. Un quart des personnes étaient des chefs de famille* ». Nombreux d'ailleurs sont ceux qui se sont vus couper les vivres par surprise, « *ignorant que leur chômage était calculé sur base des études puisqu'ils avaient travaillé des années* ».

Présenter le régime d'insertion comme un système trop généreux accordé à de jeunes paresseux permet, il est vrai, de faire passer la pilule de son démantèlement. Trop généreux ? Passons sur la maigreur des montants des allocations d'insertion (forfaitaires et à peu près équivalents au revenu d'intégration RIS du CPAS). Il est vrai que le chômage sur base des études reste une « *particularité à la belge* ». Mais présent depuis les débuts de l'assurance chômage au lendemain de la Seconde Guerre, « *cet accès sur base des études est intrinsèquement lié à un accès sur base du travail parmi les plus durs au monde !* », objecte Yves Martens. « *La Belgique est l'un des pays qui réclame le plus grand nombre de jours de travail sur une des périodes les plus réduites ! Pour être acceptable, le durcissement de l'accès aux allocations d'insertion aurait dû s'assortir d'un assouplissement de l'accès sur base du travail* ». Ce qui n'a pas été le cas, alors même que le marché de l'emploi est toujours plus précaire. Et que l'exclusion ratisse plus large.

Bureau de chômage

À côté des dispositions de 2012 et 2015, une série d'autres mécanismes tendent à expulser les éléments les plus faibles des dispositifs d'accompagnement et d'aide à l'insertion socio-professionnelle. Pour Yves Martens, « *tant les dispositifs d'accompagnement que de contrôle reposent sur des processus essentiellement administratifs et extrêmement complexes, qui vont constituer des obstacles pour tout public fragilisé, spécifiquement les jeunes et les primo-arrivants* ». Notamment, les évaluations de recherche d'emploi reposent exclusivement sur « *la production de preuves écrites* », au mépris des réalités de recrutement sur certains marchés du travail, surtout non qualifié. Le démarchage direct, le bénévolat, les petits boulots, les piges, tout ça... Ça ne compte pas.

monochrome⁶». Mais aussi les « X-Men », une équipe internationale au service de l'intégration des minorités.

« *Un héros, c'est celui qui fait ce qu'il peut. Les autres ne le font pas.* »

Cette citation de Romain Rolland indique aussi qu'à côté de ces héros encensés existent également de nombreux héros méconnus, ces héros du quotidien comme Francesca Peirotti, une interprète de 29 ans, coupable du « délit de solidarité ». Elle avait été arrêtée le 9 novembre 2017 à Menton avec, à bord de sa camionnette, une famille d'Érythrée (un couple et un bébé de 6 mois) ou encore Lisbeth Zornig arrêtée en mars 2016 pour avoir offert un café et un lift à des réfugiés syriens. Deux noms parmi des milliers d'autres, deux personnes qui, à un moment donné posent un geste, aussi infime soit-il. Un geste de rupture par rapport à la manière dont le monde tourne. Et, à ce propos, il est toujours utile de se rappeler que « Hannah Arendt et Zygmunt Bauman ont lié les méfaits d'Hitler, et particulièrement la Solution finale à la montée en puissance de bureaucraties

Un héros,
c'est celui
qui fait
ce qu'il peut

modernes qui cherchent des solutions optimales, subordonnant la pensée et l'action au pragmatisme et à l'efficacité, réduisant les individus à des fonctionnaires d'une hiérarchie bureaucratique, afin que ceux-ci, conditionnés à obéir à des ordres perdent l'aptitude à fonctionner et à penser comme des individus moraux. Des parallèles peuvent être dressés avec la gouvernance néolibérale : dans le domaine de l'asile et de l'immigration par exemple, des systèmes inhumains sont mis en place par des fonctionnaires⁷».

Dans un autre domaine, un *storytelling* de gauche pourrait aussi faire des lanceurs d'alerte des super-héros qui n'ont certes pas de super pouvoirs, juste leurs doutes, leur conscience ou leur inconscience pour se battre. Et la timidité de la réaction politique concernant leur nécessaire protection (voir à ce sujet le débat juridique mené au niveau européen et la parade française via le projet de loi sur le secret des affaires) démontre en quelque sorte par l'absurde leur côté dérangeant et efficace et leur volonté de ramener un peu de justice.

Pour conclure, citons Victor Hugo afin de montrer que la dimension héroïque de l'existence est partout : « La vie, le malheur, l'isolement, l'abandon, la pauvreté, sont des champs de bataille qui ont leurs héros... héros obscurs plus grands parfois que les héros illustres. »

1 On fait un blind test ?

2 Astrid de Larminat, François Dargent, « Un grand besoin de héros », *Le Figaro*, 16/06/2016, <http://www.lefigaro.fr/livres/2016/06/16/03005-20160616ARTFIG00036-un-grand-besoin-de-heros.php>

3 Cité par Jérôme Latta, « Daredevil, enfin un super-héros de gauche ? », *Regards*, 18/05/2015, <http://www.regards.fr/web/Daredevil-enfin-un-super-heros-de>

4 William Blanc, *Super-héros, une histoire politique*, à paraître en octobre 2018 aux éditions Libertalia.

5 William Blanc, « Superman, l'exilé interplanétaire devenu "homme de demain" porteur d'espoir », *L'Humanité*, 23/07/2018

6 William Blanc, « Black Panther, un anti-Tarzan entré de plain-pied dans l'histoire », *L'Humanité*, 31/07/2018

7 Liz Fekete, *Europe's Fault Lines, Racism and the Rise of the Right*, Londres, Verso, 2018, p.78

La méthode est particulièrement discriminante « pour ceux qui ont du mal avec l'écrit, les illettrés, les analphabètes, les migrants... Et elle pousse à calquer sa recherche non sur ce qui donne le plus de chances de trouver un emploi, mais sur ce qui donne le plus de chances de produire des preuves écrites. Même si c'est absurde et complètement schizophrénique ». Pour s'en sortir, mieux vaut être très débrouillard, bien éduqué et fameusement tenace : « les procédures et les modes de calcul sont d'une complexité folle, même pour ceux qui en maîtrisent bien les codes ». Sans compter les absurdités et les injonctions contradictoires qui font tout le charme d'une administration.

Présumés coupables

« En justice pénale, une personne jugée coupable de deux crimes verra la peine la plus forte absorber l'autre. Pas au chômage. Elle s'y ajoute, comme une double peine. Les criminels sont de moins en moins présumés innocents. Mais les chômeurs sont toujours présumés coupables. »

Ceux qui perdent leurs droits à la protection sociale ne sont ni les plus roublards, ni les plus paresseux. Simplement les moins informés. Car le plus amusant reste que « la plupart des droits ne sont pas automatisés, alors que les données sont généralement connues par les organismes ». Mais ce sont les allocataires qui doivent fournir les pièces. « Ils ont parfois tout en main pour obtenir une évaluation positive, mais ne savent pas argumenter et fournir les bons éléments ; introduire une demande sur base de telle pièce, tel article... Et après une évaluation négative, c'est la personne sanctionnée qui doit elle-même réclamer une nouvelle évaluation, par demande écrite. Autant dire que les personnes décrochées n'ont souvent pas les ressources nécessaires. S'enclenche alors une spirale négative dont il est très difficile de sortir ».

Puis tombe la sanction, parfois injuste ou injustifiée. Pour un public précarisé, désaffilié de tout, comment imaginer mener un recours contre la décision ? « Le Forem n'a pas aménagé de possibilité de recours interne », déplore Yves Martens. Restent les tribunaux. Encore faut-il savoir que c'est possible. Où se faire aider. Disposer de quantité de ressources, financières, sociales ou culturelles, absolument inaccessibles pour beaucoup.

La cible est facile et silencieuse, endosse volontiers les maux qu'on veut lui faire porter. D'ailleurs, personne ne s'offusque des visites domiciliaires chez les chômeurs. Comment croire qu'il s'agit d'un hasard ? « Le chômage ne pèse pas lourd dans la sécurité sociale », rappelle Yves Martens, « les deux gros postes sont les pensions et les soins de santé ». Pour lui, « la chasse aux chômeurs n'est pas une question budgétaire, mais idéologique. L'exclusion du chômage livre au marché de l'emploi des travailleurs obligés d'accepter n'importe quoi pour survivre ».

La crème des chômeurs

On l'aura compris, la tendance est à l'écramage parmi les chômeurs. Quel paradoxe ! « Moins vous avez besoin d'aide pour trouver de l'emploi, plus vous aurez de chances d'en obtenir ». À l'origine du phénomène,



quelques logiques perverses qui ne relèvent certes pas forcément du complot. On peut pointer notamment les effets désastreux de la culture de l'évaluation dans le monde de la protection sociale. « Avec un manque d'emplois disponibles, les organismes d'accompagnement sont eux aussi soumis à des pressions de rendement et de résultat. Non seulement le Forem, mais aussi toute une série de partenaires d'offre de formations, d'aide au lancement d'entreprises, etc. soumis en permanence à des évaluations. Du coup, ils sont poussés à sélectionner les plus motivés, les plus capables, les plus à même de représenter à court terme une "sortie positive", comme ils appellent ça ».

Mais les « sorties positives », ce sont aussi d'innombrables « intérimaires, des temps partiels sans complément de chômage, des personnes passées en incapacité, des stagiaires de transition, des prestataires ALE, des personnes en dispense de formation... Des sorties du chômage au mieux partielles, au pire des plus précaires. Des "sorties" qui non seulement n'améliorent pas la situation des personnes, mais l'aggravent ». Nouvelle astuce pour se débarrasser des cas désespérés : « les organismes d'accompagnement pressent de plus en plus de chômeurs à devenir indépendants sans y être préparés, sous la menace de sanctions définitives.

L'échec est souvent immédiat. Les CPAS voient ainsi déferler nombre de ces jeunes indépendants venus du chômage, endettés pour leur activité, découragés, dépossédés de leurs droits ».

Et voilà comment à l'arrivée, on retrouve nos pauvres de départ. Les deux piliers de régulation des inégalités qu'étaient l'éducation et la protection sociale tracent, l'un à la suite de l'autre, un parcours du combattant dans lequel les perdants sont désignés d'avance. À chaque étape, tout écart par rapport aux normes sera durement sanctionné, sans retour en arrière possible. L'école est de moins en moins un lieu d'apprentissage ou de décrochage. Elle classe et décline, traduit les inégalités sociales en inégalités scolaires. L'assurance chômage « d'insertion » ensuite, seulement accessible à ceux qui en possèdent déjà les codes, retraduit ensuite les inégalités scolaires en inégalités sociales, conformes à la configuration de départ.

Les bons chiffres du chômage : à quel prix ?

Réforme 2012 (gouvernement Di Rupo)

- Le stage d'insertion obligatoire (non indemnisé, anciennement « stage d'attente ») passe de 9 à 12 mois et est soumis au contrôle et aux sanctions, sur le modèle de l'« activation » des chômeurs complets indemnisés
- Le droit aux allocations d'insertion est conditionné à deux évaluations positives, chaque évaluation négative reportant de 6 mois la période de stage.
- Mise en place d'un régime de fin de droit : le droit aux allocations d'insertion est limité à 3 ans pour les cohabitants quel que soit leur âge et au-delà de 30 ans pour les chefs de ménage et isolés.

Réforme 2015 (gouvernement Michel)

- Limitation de l'âge de la demande d'allocations d'insertion à 25 ans moins un jour (au lieu de 30 ans précédemment), à condition d'avoir terminé le stage d'attente de minimum 12 mois
- Instauration d'une condition de réussite du diplôme secondaire pour les moins de 21 ans.

Un portrait de Friedl Brandeis

par Raphaël Schraepen

Qui a besoin d'un héros ? Question étrange à une époque où cette notion fait sourire. Ce serait méconnaître un besoin apparemment ancré dans une partie importante de la population. Le principe de l'anti-héros développé dans les années 60 et 70 de Fritz the Cat à Super Dupont, a vécu, ce dernier, pourtant ouvertement parodique, ayant même failli être récupéré par l'idéologue d'extrême droite au look de rocker Alain Soral. Mais avant de parler d'anti-héros, il faudrait savoir ce qu'est vraiment un héros.

Un exemple à suivre aveuglément ? Quelqu'un qui nous montre une voie ? Un demi-dieu ? L'artiste romantique s'est souvent décrit en héros face aux éléments. Le plus grotesque a été atteint par le compositeur postromantique Richard Strauss et sa « Vie d'un héros », lequel n'était autre que lui-même face aux attaques des méchants critiques ! Le héros venait d'enfiler ses habits bourgeois.

Personne ne se dit, une fois passée l'enfance, « tiens, plus tard, je ferai héros, moi » – même si le principe peut signifier « grand chirurgien », « cosmonaute » ou « président de la république ». Et puis, on parle parfois des héros modestes, dont l'action discrète ne parvient pas à les rendre visibles. Ceux-ci sont souvent adoubs post-mortem. Ce concept a un relent de catholicisme bien-pensant. Enfin, il y a celles et ceux que rien ne prédisposait à une vie qualifiée d'héroïque, une vie qui n'aurait contenu aucun éclat particulier ni action particulièrement remarquable. Ce type de héros, si toutefois on peut accepter le terme, on en a rencontrés dans des camps, et seuls des témoins – quand il y en a qui ont pu parler – peuvent en rendre compte.

À Terezin, notamment, on pourrait qualifier le compositeur Hans Krása, pourtant bien modeste dans ses comportements, de

héros. Sa réécriture de son opéra *Brundibar* a en effet permis de rendre un goût pour la vie à des dizaines d'enfants chanteurs entre 1943 et 1944. Celles et ceux qui ont survécu ont gardé un immense respect envers lui – respect qui allait aussi à d'autres musiciens, comme l'artiste de cabaret Karel Svenk, surnommé avec affection le « Buster Keaton de Terezin ».

Mais j'aimerais évoquer une personne plus discrète encore, l'artiste peintre Friedl – parfois appelée Frédérique – Brandeis, née Dicker en 1898. Elle s'implique dans le mouvement Bauhaus, mouvement immédiatement honni par l'extrême droite allemande. « Nous devons revenir au travail d'art artisanal, car il n'y a pas d'art professionnel », clame l'un de ses thuriféraires Walter Gropius. Friedl s'en souviendra quand, à l'âge de 44 ans, elle est enfermée à Terezin en tant que juive. Elle n'aura aucune illusion quant à son sort ni celui de ses camarades. Les geôles nazies, elle sait ce que c'est, elle les a connues dans les années 30, comme militante communiste.

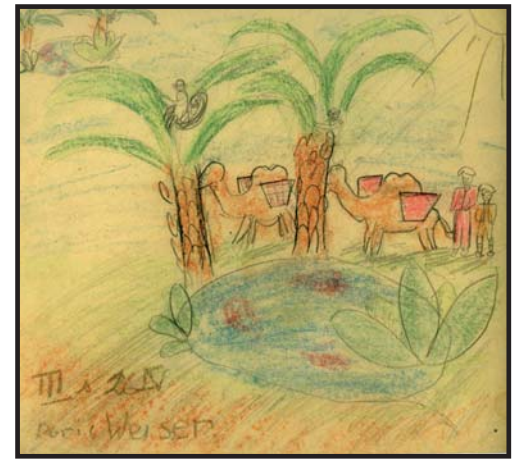
Chaque habitant forcé de Terezin avait le « droit » d'emporter 50 kilos de bagages. Un crève-cœur pour ces familles innocentes qui avaient tout naturellement tendance à remplir leurs valises de tout ce qui peut maintenir un certain bien-être ou un

souvenir de la maison. Mariée mais sans enfant, Friedl ne prend que le strict nécessaire et utilise les quelques dizaines de kilos restants pour emmener avec elle tout son matériel d'artiste. Elle va ainsi s'occuper d'au moins 600 enfants, leur apprenant toutes les techniques de dessin, de peinture, les rudiments du collage même, technique issue de Dada et qui plaît énormément à ses jeunes élèves. Elle déclarera qu'elle n'a pas pour but de leur enseigner de manière traditionnelle, mais au vu des circonstances, elle veut « déverrouiller et préserver pour tous l'esprit créatif comme source d'énergie pour stimuler l'imagination et renforcer les compétences qu'ont les enfants de juger, apprécier, observer et endurer (ce qu'on est en train de vivre), d'aider les enfants à choisir et élaborer les formes qu'ils auront choisies eux-mêmes ».

Sachant que ni les enfants ni elle-même n'ont beaucoup de chances de survivre dans ces conditions, elle leur fera signer et dater la plupart de leurs œuvres, tout en signant elle-même très peu. C'est souvent par déduction qu'on sait maintenant ce qui est d'elle. Lorsque son tour vient d'être déportée à Auschwitz en 1944, où elle sera assassinée, elle parvient à préserver des centaines de dessins d'enfants en les enfermant dans ces mêmes valises qu'elle avait apportées deux ans plus tôt,



Friedl Brandeis



Dessin de Dorit Weiser

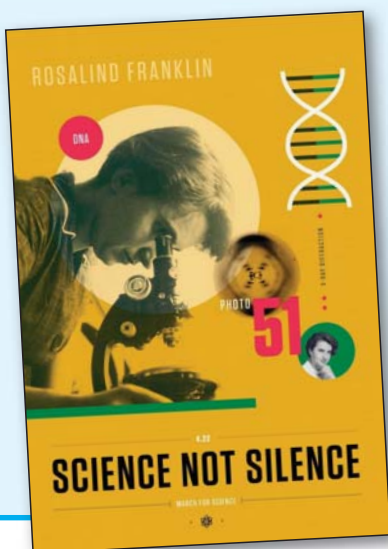
valises qu'elle réussira à cacher et qu'on retrouvera intactes après la libération de Terezin.

Friedl Brandeis doit-elle être considérée comme une héroïne ? Si quelqu'un peut y répondre en connaissance de cause, c'est, entre autres, Helga Pollak, 14 ans à l'époque, et qui vit toujours. Pour Helga, la réponse est clairement positive.

L'effet Matilda et les héroïnes perdues

par Julie Ricard.

Avez-vous déjà entendu parler de Marthe Gautier ? Jocelyn Bell ? Henriette Leavit ? Lise Meitner ou encore Rosalind Franklin ? Toutes ces femmes ont un point commun : scientifiques de premier plan, leurs noms ont été oubliés, leurs contributions minimisées et/ou leurs découvertes récupérées ou injustement attribuées à leurs homologues masculins.



Ce phénomène d'invisibilisation a été conceptualisé en 1993 par l'historienne des sciences Margaret Rossiter sous le nom d'« effet Matilda » en référence à Matilda Joslyn Gage. Féministe et abolitionniste américaine du XIX^e siècle, Matilda Joslyn Gage dénonce la récupération des pensées et des découvertes des femmes par les hommes. Alors que l'« effet Mathieu » désigne le maintien d'une certaine domination par des chercheurs et universités reconnues sur le reste du monde scientifique, l'« effet Matilda » montre que cet effet est décuplé lorsque de l'autre côté de l'échiquier se trouvent des scientifiques femmes. L'« effet Mathieu » lui-même est souvent uniquement attribué au sociologue des sciences Robert K. Merton alors même que ce dernier cite amplement dans son article une thèse développée par... son épouse, la sociologue des sciences Harriet Zuckerman.

Ce phénomène d'invisibilisation direct ou par la postérité concerne les femmes dans tous les domaines (littéraire, sportif, musical, etc). Cette mise au placard est perceptible aussi bien dans les salles de cours, dans les musées que dans l'espace public. À Liège, on ne compte ainsi que 10 rues portant des noms de femmes (n'étant pas des saintes). Qu'on pense également à la Passerelle « Théroigne de Méricourt », figure majeure du féminisme et de la Révolution française, rebaptisée de son surnom « La Belle Liégeoise ». Une nouvelle fois, le nom de la femme disparaît.

Aujourd'hui, plusieurs études, campagnes et ouvrages apparaissent pour (re)mettre en lumière toutes ces femmes oubliées. Dans son ouvrage *Ni vues Ni connues* paru en 2017, le Collectif Georgette Sand dresse ainsi le portrait de 75 femmes tombées dans les oubliettes de l'Histoire ou dont l'histoire a été déformée. L'idée est simple : « L'Histoire, c'est un peu comme la règle du masculin qui l'emporte sur le féminin qu'on nous fait rentrer dans le crâne (dès l'école primaire). Ce sont les premières dates que nous apprenons, c'est une matière qui nous construit en tant que citoyen·ne. Et si nous sommes structuré·e·s avec cette histoire dont les femmes sont absentes, où aucune grande autrice n'est sélectionnée au bac, où aucune grande scientifique n'est étudiée... Il est compréhensible de finir par considérer qu'il n'y a eu, n'y a et n'y aura jamais que des hommes dans l'Histoire¹. » Sur Wikipédia, le projet « Les sans pagEs », inspiré du projet anglophone *Women in Red*, est également « né du besoin de combler le fossé des genres² ».

L'enjeu est d'autant plus important que les obstacles restent encore nombreux pour les femmes, que l'on parle de « plafond de

verre » ou de « sol collant ». À la discrimination sexiste viennent par ailleurs s'ajouter le racisme, le classisme, l'homophobie ou encore la transphobie. Dans un contexte global de backlash (retour à une remise en cause des droits des femmes et mobilisations anti-féministes), l'enjeu est d'autant plus important que l'émergence de cette histoire et son appropriation par toutes et tous prend du temps à se répercuter dans toutes les sphères de la société et à intégrer nos esprits. Or c'est seulement en racontant cette histoire (et les autres !), que l'on peut amener chacun·e, comme l'affirme l'historienne québécoise Micheline Dumont, à prendre conscience et à remettre en question des idéologies et des constructions historiques qui écartent certains groupes de l'Histoire et participent de leur maintien dans des relations de domination³.

Ainsi, tant que l'on ne changera pas notre façon de raconter l'Histoire et les histoires, que l'on ne sera pas attentives et attentifs à « qui » parle de « qui », aux héros et aux héroïnes que nous célébrons, nous continuerons à nourrir ces systèmes que nous décrions.

À découvrir :

- ◆ *Histoires du soir pour filles rebelles* d'Elena Favilli, éditions Arènes, 2017 (dès 5 ans)
- ◆ *L'effet Matilda* de Ellie Irving aux éditions Castelmor, 2018 (dès 8 ans) – un dossier pédagogique à destination des enseignant·e·s est à disposition gratuitement sur le site de l'éditeur
- ◆ *Ni vues ni connues* du Collectif Georgette Sand, aux éditions Hugo Doc, 2017
- ◆ *Culottées t1 et t2* de Pénélope Bagieu, aux éditions Gallimard Jeunesse, 2016 et 2017
- ◆ *Dures à cuire t1 : 50 femmes hors du commun qui ont marqué l'histoire et Dur-e-s à cuire, Tome 2 : 50 athlètes hors du commun qui ont marqué le sport* de Till Lukat, aux éditions Cambourakis, 2016 et 2017.
- ◆ *Les femmes ou les silences de l'histoire* de Michelle Perrot, aux éditions Flammarion, 2012.
- ◆ *La place des femmes dans l'histoire : Une histoire mixte* de Geneviève Dermenjian et Irène Jami, aux éditions Belin, 2010.

¹ <https://cafebabel.com/fr/article/ni-vues-ni-connues-quand-lhistoire-oublie-ses-femmes-5ae00bf8f723b35a145e81df/>

² https://fr.wikipedia.org/wiki/Projet:Les_sans_pagEs

³ <https://www.erudit.org/fr/revues/haf/2013-v67-n2-haf01612/1027650ar/>

La Bibliothèque George Orwell présente

par Justine Frigo, Jérôme Delnooz et Michel Recloux, bibliothécaires

▷ = coup de cœur des bibliothécaires

- ▷ • **Charles Manian, *Les meilleurs morceaux du mammoth*, Cerisier, 2018, 12€**

Politicien et maire, Eddy veut tester sa popularité et part de son bureau à pied pour aller inaugurer une nouvelle supérette. Accompagné par la police, il est assailli par les passants qui ont tous des réclamations à faire. C'est alors qu'une émeute éclate, des policiers tombent sous les balles. Charles Manian signe ici un nouveau polar déjanté qui nous emmène dans les rues de la Cité ardente où la colère et l'insurrection monte et où le pouvoir n'assure pas. Tous les coups sont permis pour intimider et museler les rebelles. Si l'auteur nous avait déjà fait part de son aversion pour l'injustice dans de précédents romans, on a du mal à imaginer qu'ici il faille prendre quoi que ce soit au sérieux... même si le récit fait écho à une actualité bien réelle.



- ▷ • **Sandrine Martin, *Le Rire de l'ogre*, Casterman, 2018, 20€**

Mise en bande dessinée du roman de Pierre Péju, prix Fnac 2005. Un récit étrange, comme un conte gothique, où l'on voit que l'histoire des parents pendant la Seconde Guerre mondiale influence le destin de leurs enfants, Paul et Clara. Une histoire de transmission, de mensonges tus, de recherches de vérités, d'amours adolescentes, d'ogres mangeurs d'enfants... la vie en somme.



- ▷ • **Singeon et Jennifer Bidet, *Vacances au bled*, Casterman, 2018, 12€**

Les auteurs dressent le portrait de plusieurs personnes ayant pour point commun des racines familiales à Sétif en Algérie. Tous partent y passer des vacances mais chacun avec des objectifs différents. Que ce soit pour faire la fête, renouer avec ses racines ou encore essayer de s'intégrer quand on est un « immigré », l'été au « bled » s'annonce contrasté. Mais rien n'est moins facile pour les nouvelles générations qui ont la double nationalité et qui ne sont donc pas considérées comme chez eux ni en France ni en Algérie. Ce sont juste des étrangers n'arrivant pas à trouver leurs places dans ces sociétés qui ont du mal à les accepter. Le texte et les dessins sont simples mais c'est ce qui rend ce récit à la fois émouvant et drôle.



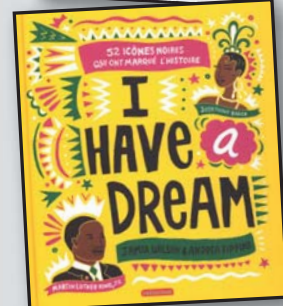
- ▷ • **François Beaune, *Omar et Greg*, Le Nouvel Attila, 2018, 17€**

« On ne raisonne pas pareil le ventre vide et le ventre plein. » Enfants issus de la ZUP (zone à urbaniser en priorité) et de l'immigration (algérienne et tunisienne), Omar et Greg rencontrent François Beaune qui décide de dresser le portrait de ces deux citoyens devenus amis alors que tout les séparait. L'un chasseur de skins antiraciste et l'autre militant du FN, tout semble les opposer et pourtant une question les rassemble : celle de l'identité. Qu'est-ce qu'être français ? Portrait croisé de deux citoyens qui incarnent un destin français.



- ▷ • **Jamia Wilson et Andrea Pippins, *52 icônes noires qui ont marqué l'Histoire*, Casterman, 2018, 14,95€**

Ce livre illustré à destination des enfants à partir de 8 ans met en avant des figures de proue d'origine africaine qui se sont battues pour des droits égaux. Des héros et des héroïnes de la cause de l'égalité, du respect et de l'antiracisme. 52 talents contre la discrimination. Comme le précise les auteurs, « ce livre est une lettre d'amour », une lettre d'amour à leurs ancêtres, les auteures étant elles-mêmes noires.



- ▷ • **Kim Consigny, Solenne Jouanneau, *La petite mosquée dans la cité*, Casterman, 2018, coll. « Sociorama », 12€**

Dans un contexte actuel saturé de méfiance envers la communauté musulmane et de replis en tout genre, cette nouvelle bande dessinée est plus que la bienvenue. En effet, en approfondissant la thématique des mosquées et de leur fonctionnement, elle prend le contrepied de la presse généraliste qui explique... sans réellement connaître. Le propos amène de la complexité, de la nuance, adversaires de tous les extrémismes. Concrètement, Kim Consigny, l'illustratrice, met en scène de manière fictive l'enquête de terrain de la sociologue Solenne Jouanneau. Cette dernière a étudié pendant dix années l'islam de France en se penchant sur le rôle quotidien des imams dans les quartiers populaires, et esquisse les grandes caractéristiques (voire tensions) inhérentes à ces postes de « clerc sans clergé ». Suivez les aventures d'un « Don Camillo à la mosquée » !



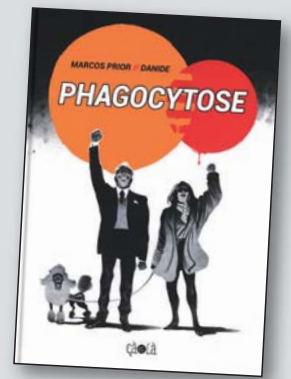
- ▷ • **Fabrice Le Hénauff, *Wannsee*, Casterman, 2018, 18€**

Le 20 janvier 1942, à Berlin au quartier de Wannsee, une réunion entre quinze hauts fonctionnaires du troisième Reich et de la SS est organisée pour décider du sort des Juifs. Une heure et demie c'est le temps qu'il leur faudra pour organiser la Shoah, et tuer ainsi des millions de Juifs. Mais ce huis-clos met également en lumière les conflits de pouvoir et d'intérêts au sein de l'État nazi. Appuyé par des sources historiques, l'auteur nous livre ici une partie d'histoire tout en le présentant comme une œuvre de fiction.



- ▷ • **Marcos Prior, Danide, *Phagocytose, Ça et Là*, 2018, 20€**

Phagocyter, v. T. fig : absorber, détruire, faire disparaître en intégrant à soi, neutraliser ». Prior et Danide reprennent à leur compte cette définition, et l'appliquent dans leur désopilante BD pour illustrer l'incroyable capacité de notre société de consommation à tout récupérer, à tout lisser... Machine à spectacle, à divertissement, à détournement (ultralibéral) au service de la marchandisation à tout va, de l'efficacité, de l'utilitaire... Marx et discours gauchistes : récupérés ! Désobéissance civile : récupérée !, etc., etc. En bref, la lutte pour un autre monde : récupérée ! Avec leur œuvre hybride mixant de multiples registres médiatiques (fausse publicité, capture vidéo Youtube, roman de gare...) et des récits courts, les auteurs espagnols nous livrent ici une satire mordante (à peine caricaturale ?) de notre société dépolitisée, désincarnée. Rires jaunes garantis !



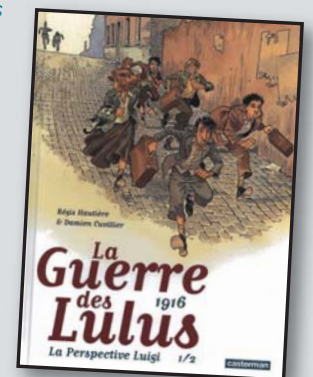
- ▷ • **Chantal Kesteloot (dir.), Laurence Van Ypersele (dir.), *Du café liégeois au soldat inconnu : la Belgique et la Grande guerre*, Racine, 2018, 29,95€**

Saviez-vous que le « café viennois » est devenu le « café liégeois » durant la Première Guerre mondiale ? Que les effectifs congolais engagés en Afrique avaient un poids équivalent que ceux engagés sur le front de l'Yser ? Ou que la détention obligatoire de la carte d'identité imposée par l'occupant allemand a été poursuivie et pérennisée après la guerre ? Dans cette optique, ce livre a pour ambition d'apporter un éclairage multiple sur un ensemble d'événements, de lieux, d'objets propres à la situation belge entre 1914 et 1918. Il en ressort une sorte de manuel composé de courts articles rédigés par une équipe de scientifiques francophones et flamands, richement illustré. Une source à même d'enrichir nos connaissances en cette année de commémoration.



- ▷ • **Régis Hautière et Damien Cuvillier, *La guerre des Lulus : 1916 : La perspective Luigi 1/2*, Casterman, 2018, 13,95€**

Cinq enfants échappés d'un orphelinat au début de la Première Guerre mondiale montent dans le mauvais train et se retrouvent à Berlin. Ils se joignent alors à une bande d'enfants des rues pour survivre. Dans ce nouveau tome, un journaliste rencontre Luigi (un des « Lulus ») en 1936, devenu patron des « Délices de Luigi ». Il souhaite recueillir son témoignage sur les « Lulus » à propos de leur séjour à Berlin. Humour et drame se mélangent dans ce récit fictionnel pour créer une aventure rocambolesque et pleine de péripéties !



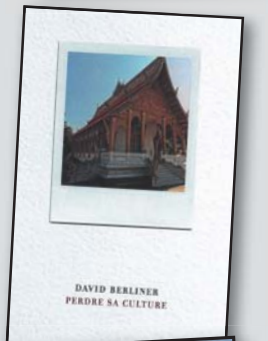
- ▷ • **Elisée Reclus, Pierre Kropotkine, Charles Perron, Alexandre Chollier (éd.), Federico Ferretti (éd.), *La joie d'apprendre*, Editions Héros-Limite, 2018, coll. « Feuilles d'herbe », 12€**

Trois géographes, trois amis, trois anarchistes du XIX^e siècle. Ferretti et Chollier les réunissent à nouveau dans cet ouvrage, ou plutôt exhument des fragments de leur pensée sur l'éducation libertaire. La volonté est de mettre en avant leur contribution dans le mouvement libertaire (création d'« écoles libérées »), mais également leur désir de rénover l'enseignement à l'échelle de la société toute entière. Après autant de temps, ces discours iconoclastes sur l'enseignement seraient-ils actualisables ? Par exemple ceux qui promeuvent « une éducation en actes », un apprentissage incarné, « sur le terrain », qui prônent l'enseignement mutuel, et donc la diminution de l'autorité du professeur. Les deux auteurs en sont convaincus !



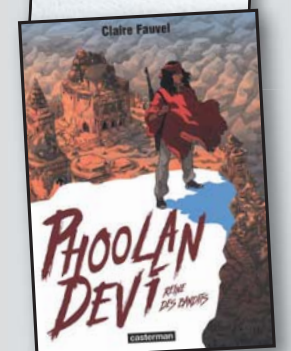
- ▷ • **David Berliner, *Perdre sa culture*, Zones sensibles, 2018, 15€**

Ah ! Nostalgie quand tu nous tiens ! « Tout se perd », « Rien ne se transmet », « Retrouver ses racines » ... des phrases entendues et réentendues. Mais qu'en est-il vraiment ? Pour cela l'auteur aborde cette perte culturelle, patrimoniale et d'authenticité dans divers contextes (Afrique de l'Ouest, Unesco ...). Sans oublier l'obsession de la transmission et de l'implication politique de son usage. Ouvrage pour féru de questions patrimoniales et psychologiques.



- ▷ • **Claire Fauvel, *Phoolan Devi, reine des bandits*, Casterman, 2018, 22€**

Connaissez-vous Phoolan Devi ? C'est Robin-des-Bois en mieux ! Cette indienne a eu une vie palpitante, remplie d'horreurs et de beauté. Elle s'est battue d'abord pour venger son honneur puis pour aider les plus pauvres de l'Inde. Une vie héroïque à découvrir.



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Héroïnes

Depuis les époques les plus lointaines, les groupes humains ont l'habitude de se structurer autour des figures de grands héros. La plupart de ces icônes du courage sont des hommes – pensons à Achille, Spartacus et Vercingétorix, pour se limiter à l'Antiquité –, auteurs d'actes éclatant de bravoure guerrière. Mais les femmes occupent aussi, quoi qu'on pense, une place de choix dans cette panoplie militaire, même si elle est généralement plus occultée. Pensons à ce propos à l'Athéna casquée chez les anciens Grecs et à Geneviève résistant aux hordes d'Attila en 451. Sans parler de Jeanne d'Arc, cette fille du peuple d'abord adoptée par la gauche mais que l'extrême droite a ensuite embrigadée pour ses desseins nationalistes¹.

Les héroïnes rebelles ou pacifistes ont moins bénéficié de notre attention, les femmes étant souvent les oubliées de l'Histoire. En ce qui concerne la Grande Guerre, le souvenir d'une Edith Cavell en Belgique s'est certes maintenu : directrice d'une école pour infirmières à Bruxelles, elle fut exécutée le 12 octobre 1915 à Schaerbeek sous prétexte qu'elle avait aidé des soldats français et britanniques blessés à fuir – ce qui n'était pas faux – vers des cieux plus cléments. Gabrielle Petit connut le même sort : employée de magasin originaire de Tournai et travaillant elle aussi à Bruxelles, elle fut accusée d'espionnage et fusillée le 1^{er} avril 1916 ; le socle de la statue élevée à sa mémoire dans la capitale rappelle les mots prononcés par cette intrépide jeune fille – elle n'avait que 23 ans – avant que la mort ne l'emporte : « Je leur montrerai comment une femme belge sait mourir. »

Mais qui se souvient qu'en pleine boucherie, quand le fracas des armes fauchait la jeunesse européenne, se tint, du 28 avril au 1^{er} mai 1915 à La Haye, un congrès international de femmes dont le but était d'envisager les conditions d'une paix prochaine ? Plus de mille femmes, originaires du monde entier et souvent de nations ennemies, s'y étaient réunies sous la présidence de l'activiste pacifiste américaine Jane Addams, futur Prix Nobel de la paix (1931).

Aletta Jacobs, première femme médecin des Pays-Bas, prononça le discours de bienvenue : « Ah, je le sens, je le sais, qu'il est impossible que la conflagration mondiale, qui rage depuis neuf mois, puisse s'éteindre avant que la matière inflammable ne soit réduite en cendres, mais je sens cependant en moi la conviction que nous devons maintenant élever nos voix [...] ». Et plus loin : « Nous, femmes, jugeons la guerre autrement que les hommes ne le font. La plupart des hommes considèrent en premier lieu le côté économique : ce que la guerre coûte d'argent, la perte ou le profit pour le commerce et les industries nationales, l'expansion de pouvoir, etc. Mais que veulent dire pour nous, femmes, les pertes matérielles en comparaison du nombre de pères et de frères, de maris et de fils, qui s'en vont à la guerre pour ne jamais retourner auprès de nous². »

Et que dire de ces femmes qui, en l'absence des hommes partis au front, les ont remplacés dans les champs et les usines ? Comme conductrices de moyens de locomotion aussi, les trams en majorité. Elles ont toutes, de par leur engagement quotidien, occupé un espace public où elles étaient avant la guerre largement absentes. D'où certains droits qu'elles obtinrent après la fin des hostilités. Ce furent aussi, à leur façon, des héroïnes, comme en d'autres temps on parlera de « L'Armée des ombres »... ••

¹ Voir à ce sujet Johann Chapoutot, « Un besoin de héros », dans Bruno Cabanes (dir.), *Une histoire de la guerre. Du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, août 2018, pp. 350-355.

² *Les Journaux de Guerre 1914-1918*, n° 14.

³ Ibid.

La « révoltée » Evguénia Iaroslavskaïa-Markon : Une Pussy Riot des années 20 ?

Par Jean-Louis Rouhart

Découvert en 1996 dans les archives de la Direction du FSB (ex- KGB) de la région d'Arkhangelsk par la directrice du centre de recherche et d'information Mémorial de Saint-Petersbourg, Irina Fligué, le manuscrit intitulé *Mon autobiographie*, rédigé par Evguénia Iaroslavskaïa-Makron quatre mois et demi avant son exécution dans la cour du quartier d'isolement disciplinaire du camp de concentration des Solovki (le premier camp du Goulag) ne manque pas d'intérêt.

C'est que cet écrit d'une « révoltée », édité aux Éditions du Seuil en 2017 par Olivier Rolin¹, n'est pas sans rappeler, étant donné son contenu, l'action des Pussy Riots qui manifestent actuellement leur opposition à la politique de Vladimir Poutine, ou celle des *femen* qui utilisent leur corps à ces fins.

Fille d'un professeur de littérature juif à l'université de Pétrograd (St Pétersbourg), Evguénia Iaroslavskaïa décrit avec un certain talent son parcours depuis son enfance, ses aspirations, ses études de philosophie et son mariage avec le poète Alexandre Iaroslavski qu'elle assiste en tant que secrétaire et avec qui elle donne des conférences en Allemagne et en France pour dénoncer la politique répressive des bolchéviks. Amputée des deux pieds après un accident, elle ne renonce pas à se déplacer pour défendre ses idées politiques. Après l'arrestation de son mari, condamné à cinq ans de camp pour avoir discrédité l'URSS à l'étranger, elle partage la vie de la pègre de Moscou, devient une SDF, vend pour survivre des journaux et des fleurs, dit la bonne aventure. Arrêtée plusieurs fois pour vols, elle quitte illicitement son lieu d'exil en Sibérie pour tenter d'aider son mari à s'évader des îles Solovki et est internée elle-même dans ce camp. Elle se livre à de la propagande antisoviétique auprès de ses codétenus en les appelant à se soulever et à commettre des actes terroristes contre les agents de la Guépéou². Ayant appris que son mari a été fusillé, elle s'écrit, telle une *femen*, sur la poitrine en grosses lettres « Mort aux tchékistes³ », lance un pavé à la tête du directeur adjoint du camp qui a procédé à l'exécution de son mari. Enfermée dans un cachot, elle jure de venger son mari « par le verbe et le sang », mais est condamnée en vertu des articles 58-8 (« acte terroriste ») et

58-10 (« propagande contre-révolutionnaire ») à être fusillée. Elle meurt en 1931 à l'âge de vingt-neuf ans.

Rédigée pour « comprendre sa vie, ses actes, retrouver une cohérence dans la connaissance de soi⁴ », l'autobiographie d'Evguénia Iaroslavskaïa est devenue depuis une source importante pour les historiens de la culture, notamment les spécialistes des groupes anarchistes russes. Par certains côtés, comme nous l'avons vu, elle s'inscrit dans l'actualité⁵.

¹ Olivier Rolin (éd.), *Evguénia Iaroslavskaïa-Markon. Révoltée*, Paris, Éditions du Seuil, 2017, avant-propos d'Olivier Rolin, postface d'Irina Fligué. Traduction du russe par Valéry Kislov. L'autobiographie avait déjà fait l'objet d'une première publication dans une traduction anglaise en 2001 dans le recueil *Remembering the Darkness : Women in Soviet Prisons*, édité par Veronica Shapovalov, Lanham/Maryland, Rowman and Littlefield, 2001, p. 23-70, puis en russe en 2008 dans le n° 1 de la revue *Zvezda* consacré au 90^e anniversaire de la création de la Tchéka sous le titre « ...клянусь отомстить словом и кровью... » (Je jure de venger par le verbe et par le sang).

² La Guépéou (ou GPU) est le deuxième nom de la police d'État de l'Union soviétique entre 1922 et 1934. Constituée en février 1922 à partir de la Tchéka (premier nom de la police politique soviétique), elle est absorbée en 1934 par le NKVD (ministère de l'Intérieur).

³ Membres de la police politique « Tchéka ».

⁴ Postface d'Irina Fligué, p.170.

⁵ L'association Rakonto a réalisé une capsule audio sur Evguénia Iaroslavskaïa-Makron, ainsi que sur d'autres anarchistes. Cette association a pour but de promouvoir le récit, notamment via la création radiophonique, dans une perspective historique et critique. <http://www.rakonto.org/evgenia-markon/>



Evguénia Iaroslavskaïa-Makron

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Président : Jérôme Jamin • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Tél. : 04 232 70 60 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : aide-memoire@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Maïte Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Millillu - Valérie Pernot - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction. Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. • ISSN 1377-7831

Faire don de sa personne

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

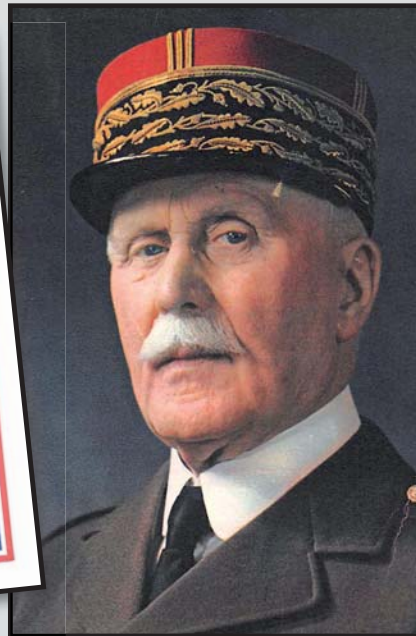
Nous avons à maintes occasions montré combien la figure du héros était présente au sein de l'extrême droite, dans le sens où tous les dirigeants de cette tendance démontrent et entretiennent une virilité qui assoit et garantit leur pouvoir. Cette fois-ci nous analyserons le discours d'une des figures emblématiques de l'extrême droite française, souvent évoquée¹ mais jamais encore analysée dans notre chronique.

Le héros de Verdun

Philippe Pétain (1856-1951) est un fils de cultivateur qui entre à l'école militaire en 1876. Il commence alors une carrière militaire assez modeste qui le trouve seulement colonel à 58 ans lorsque la guerre de 14-18 commence. Celle-ci lui permet de se faire enfin un nom, notamment lors de la bataille de Verdun qui lui vaudra le titre de « héros de Verdun », titre qui sera abondamment utilisé par la propagande de Vichy. À la fin de la guerre, il obtiendra le titre de Maréchal et continuera sa carrière militaire comme chef des armées. Il se distinguera notamment dans la guerre du Rif, au cours de laquelle des armes chimiques seront utilisées contre les forces d'Abdelkrim. Avec la répression des mutins de 1917, ce sont deux épisodes controversés de la période militaire de Pétain. Nommé à l'Académie française fin des années 20, il débute une carrière politique en février 1934 comme ministre de la Guerre, poste qu'il ne gardera pas longtemps. Plus significatif sera son poste d'ambassadeur en Espagne franquiste à partir de mars 1939. Juste après le début de l'offensive allemande, il est nommé vice-président du Conseil. Le 16 juin 1940, il obtient la présidence du Conseil et dès le lendemain, il tient un discours – auquel De Gaulle répondra le 18 – appelant à cesser les hostilités. Le 22, l'armistice est signé et début juillet, c'est l'installation du gouvernement à Vichy, gouvernement qui mettra en place un « Ordre Nouveau » clairement d'extrême droite. Après l'épisode de Sigmaringen et un passage par la Suisse, il rentre de son plein gré en France où il est arrêté. Son procès se tiendra du 23 juillet au 15 août 1945. Il y sera principalement défendu par Jacques Isorni². Frappé d'indignité nationale, il n'est pas condamné à mort mais enfermé sur l'île d'Yeu. Il en sortira pour mourir dans une maison privée le 23 juillet 1951. En 1973, un commando enlèvera son corps à l'instigation de Jean-Louis Tixier de Vignancourt³ pour respecter les volontés de Pétain d'être inhumé à Verdun. La tentative rocambolesque échouera et le corps retournera sur l'île d'Yeu.

Un homme de 84 ans qui fait don de sa personne

Le livre que nous analysons ici reprend des textes couvrant la première année du régime de Vichy. L'importance que le nouveau régime lui donne est illustrée par le fait que toutes les pages sont tricolores, le texte étant imprimé en bleu et chaque page ayant des marques rouges. Il est doté également d'un portrait de Pétain en civil. Dès le départ, celui-ci se présente comme sauveur de la France : « (...) sûr de la confiance du peuple tout entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur⁴. » Atténuer ce malheur passe par une négociation avec les forces d'occupation qui, dès le départ, vont alterner ouverture et fermeté : « Dès l'entrée en vigueur de l'armistice, mon gouvernement s'est efforcé d'obtenir du gouvernement allemand la possibilité de rentrer à Paris et à Versailles. Or, le 7 août, le gouvernement allemand m'a fait connaître que tout en maintenant son acceptation de principe déjà inscrite dans la convention d'armistice, il ne pouvait, pour des raisons d'ordre technique et tant que certaines conditions matérielles ne seraient pas réalisées, autoriser ce transfert⁵. » Une collaboration, et c'est intéressant, pleinement assumée dès le départ : « Cette collaboration doit être sincère. Elle doit être exclusive de toute pensée d'agression. Elle doit comporter un effort patient et confiant (...) Cette politique est la mienne. Les ministres ne sont responsables que devant moi. C'est moi seul que l'Histoire jugera. Je vous ai tenu



jusqu'ici le langage d'un Père ; je vous tiens aujourd'hui le langage du Chef. Suivez-moi⁶. » Position du chef inscrite dans les principes de l'ordre nouveau, à l'article 8 : « Toute communauté requiert un chef. Tout chef, étant responsable, doit être honoré et servi. Il n'est plus digne d'être un chef dès qu'il devient oppresseur⁷. » La politique de collaboration vise à maintenir l'unité nationale, qui inclut les colonies : « L'honneur nous commande de ne rien entreprendre contre d'anciens alliés. Mais l'intégrité du pays exige que soient préservées les sources de notre ravitaillement vital, que soient sauvegardés les postes essentiels de notre empire. C'est contre ces nécessités que s'insurgent chaque jour les propagandistes de la dissidence⁸. »

La position du sauveur est d'autant plus importante que, comme Hitler à propos de la guerre de 14-18, Pétain considère que la France a perdu en mai 40 car elle s'est effondrée de l'intérieur et pas tellement par l'action de l'Allemagne. Au-delà d'un redressement matériel lié aux questions alimentaires et de la nécessité de limiter au maximum un rationnement devenu inévitable, de l'accueil des réfugiés (le chiffre de 4 millions est évoqué), de la réparation des infrastructures... c'est surtout d'un redressement moral dont la France a besoin : « Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie⁹. » C'est pourquoi la figure du chef est aussi l'occasion de rompre avec une « fausse liberté » : « Nous leur dirons [aux jeunes] qu'il est beau d'être libre, mais que la "Liberté" réelle ne peut s'exercer qu'à l'abri d'une autorité tutélaire, qu'ils doivent respecter, à laquelle ils doivent obéir¹⁰. » C'est aussi dans cette logique que le paysan doit être remis plus en valeur par rapport au citadin : « Le citadin peut vivre au jour le jour. Le cultivateur doit prévoir, calculer, lutter. Les déceptions n'ont aucune prise sur cet homme que dominent l'instinct du travail nécessaire et la passion du sol. Quoi qu'il arrive, il fait face, il tient. C'est un chef¹¹. »

La conséquence logique est donc la conception d'un État fort : « Cet État sera hiérarchique et autoritaire, fondé sur la responsabilité et le commandement, s'exerçant de haut en bas, à tous les échelons de la hiérarchie (...)»¹². »

Une révolution nationale d'extrême droite

Dès l'article premier des principes du régime que Pétain met en place, le triptyque Travail-Famille-Patrie¹³ destiné à remplacer celui issu de la Révolution de 1789, est énoncé, marquant bien là la nature d'un régime qui voit le triomphe des adversaires de l'esprit des Lumières : « L'homme tient de la nature ses droits fondamentaux. Mais ils ne lui sont garantis que par les communautés qui l'entourent : la Famille qui l'élève, la Profession qui le nourrit, la Nation qui le protège¹⁴. » Si l'on retrouve un positionnement « ni gauche, ni droite »¹⁵ : « Le travail des Français est la ressource suprême de la patrie. Il doit être sacré. Le capitalisme international et le socialisme international qui l'ont exploité et dégradé font également partie de l'avant-guerre. Ils ont été d'autant plus

funestes que, s'opposant l'un à l'autre en apparence, ils se ménageaient l'un et l'autre en secret. Nous ne souffrirons plus leur ténébreuse alliance. Nous supprimerons les dissensions dans la Cité. Nous ne les admettrons pas à l'intérieur des usines et des fermes¹⁶ », la solution proposée passe par la suppression des contre-pouvoirs acceptant très tôt de copier les solutions mises en place par le nazisme : « L'idée nationale-socialiste de la primauté du travail et de sa réalité essentielle par rapport à la fiction des signes monétaires, nous avons d'autant moins de peine à l'accepter qu'elle fait partie de notre héritage classique¹⁷. » En conséquence : « Le centre du groupement n'est donc plus la classe sociale, patronale ou ouvrière, mais l'intérêt commun de tous ceux qui participent à une même entreprise¹⁸ » dans une parfaite logique corporatiste, marqueur idéologique des mouvements d'extrême droite : « les organisations professionnelles traiteront de tout ce qui concerne le métier, mais se limiteront au seul domaine professionnel. Elles assureront, sous l'autorité de l'État, la rédaction et l'exécution des conventions de travail (...) elles éviteront enfin les conflits, par l'interdiction absolue des "lock-out" et des grèves¹⁹. »

Corporatisme, glorification des campagnes devant les villes et des manuels faces aux intellectuels : « Nous l'aiderons à en recueillir les influences vivifiantes, notamment en donnant à l'enseignement de la géographie et de l'histoire un tour concret, un caractère local et régional qui ajoutera les clartés de la connaissance à l'amour du pays. L'école primaire ainsi conçue, avec son complément artisanal, substituera à l'idéal encyclopédique de l'homme abstrait, conçu par des citadins, l'idéal beaucoup plus large, beaucoup plus humain de l'homme appuyé sur un sol et sur un métier déterminés²⁰. » Éléments complétés par un appel à la renaissance de la nation, à la réduction du rôle de la femme à celui de mère et évidemment la place du chef, tous thèmes déjà abondamment rencontrés dans notre chronique. Mais certaines déclarations vont encore plus loin dans la confirmation du caractère d'extrême droite du régime de Vichy, et ce dès son origine car, dans les toutes premières mesures annoncées, on retrouve : « (l')épuration de nos administrations, parmi lesquelles se sont glissés trop de Français de fraîche date²¹. » Mesure confirmée plus loin : « La révision des naturalisations, la loi sur l'accès à certaines professions, la dissolution des sociétés secrètes, la recherche des responsables de notre désastre, la répression de l'alcoolisme, témoignent d'une ferme volonté d'appliquer dans tous les domaines, un même effort d'assainissement et de reconstruction²². »

Et pour bien confirmer la place de Pétain dans notre chronique, un petit volet naturaliste : « La nature ne crée pas la société à partir des individus, elle crée les individus à partir de la société (...). Dans une société bien faite, l'individu doit accepter la loi de l'espèce²³. »

1 Principalement dans « Horthy : le Pétain hongrois » in *Aide-mémoire* n°80 d'avril-juin 2017.
2 Voir sur Isorni : « L'histoire est incomplète sans le témoignage des perdants » in *Aide-mémoire* n°73 de juillet-septembre 2015.
3 Voir sur Tixier : « La cohérence d'un engagement » in *Aide-mémoire* n°40 d'avril-juin 2007.
4 Maréchal Pétain, *La France nouvelle. Principes de la communauté. Suivis des appels et messages 17 juin 1940-17 juin 1941*, Paris, Fasquelle, 1941, p.15.
5 P.42.
6 P.89.
7 P.9.
8 P.135.
9 P.26.
10 P.61.
11 P.142.
12 P.160.
13 Voir « Travail – Famille – Patrie » in *Aide-mémoire* n°49 de juillet-septembre 2009.
14 P.7.
15 Voir « Un vrai fasciste : ni de droite, ni de gauche mais... d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°31 de janvier-mars 2005.
16 P.30.
17 P.65. Voir « Force, Joie et Travail ! » in *Aide-mémoire* n°45 de juillet-septembre 2008.
18 P.149.
19 P.81. Voir aussi « L'extrême droite défend-elle les travailleurs ? » in *Aide-mémoire* n°60 d'avril-juin 2012 et « La « démocratie autoritaire » pour le bien des travailleurs » in *Aide-mémoire* n°65 de juillet-septembre 2013.
20 P.52.
21 P.33.
22 P.68.
23 P.113.



LA PREMIÈRE
SOYEZ CURIEUX



Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes
Aiseau-Prezles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthisnes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farcennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpennes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Horton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Liernu, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvrois, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Silly, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir
Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

**Une réaction ? Un commentaire ?
Une proposition d'article ?**

**La revue Aide-mémoire
est également la vôtre !**

**Écrivez-nous :
aide-memoire@territoires-memoire.be**





Portez la Mémoire et construisez l'avenir

Devenez membre

et profitez entre-autres des avantages suivants :

- ▼ La revue Aide-Mémoire à votre domicile
- ▼ L'entrée gratuite à l'exposition *Plus jamais ça !*
- ▼ Tarif réduit pour les activités de La Cité Miroir



Versez 10 € (5 € pour les moins de 26 ans) sur le compte
BE14 0682 4315 5583
 Une carte vous sera envoyée
 et vous bénéficierez des avantages.

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

www.territoires-memoire.be/membre